

LE TERRITOIRE EN PERSONNE(S)

SEPT 2026
N° 120

MADINMAG

EWAG

JEAN-FRANÇOIS CACLIN

*président du Conseil
régional de l'ordre
des architectes
de Martinique*

JOHAN-HILEL HAMEL

*directeur
des affaires
culturelles de
Martinique*

COMMENT RÉIMAGINER NOTRE PATRIMOINE ?

GAËLLE BONVENT

*Ire vice-présidente de la
Maison de l'architecture
de Martinique*

DOSSIER | QUI CROIT EN NOS IDÉES (ET LES FINANCE) ?

KARINE BASTE, l'Outre-mer chevillée au PAF ⁶⁰ • **PERFORMANCES ET VALEURS SPORTIVES** sont-elles compatibles ? ⁷⁴ • 7 livres de la **RENTRÉE LITTÉRAIRE** pour plonger dans la Caraïbe ! ⁸⁰ • **PORTFOLIO** : La Martinique selon ChatGPT est-elle un paradis ? ⁷⁵

Martinique

Journées
européennes
du
patrimoine

19—20.09.2026



Découvrez
le programme

www.journeesdupatrimoine.fr

#JournéesDuPatrimoine

ÉDITO

Si besoin

Tout est prêt. C'est la rentrée, tout est prêt pour l'empoignade générale. Les chefs d'entreprise ont montré les muscles à la REF*, les hommes politiques en vue bombent le torse à 6 mois de la présidentielle, d'autres invitent à organiser des primaires à gauche, à droite, en haut, en bas, les écologistes veulent peser quelques semaines après les incendies et les canicules des grandes vacances, les souverainistes ont peur du grand remplacement, les retraités du grand déclassement, les jeunes de la grande extinction, les artistes du grand prompt, etc. Chacun est dans son rôle, les chaînes d'info en continu s'en délectent.

« En continu », c'est sans doute le problème, que l'on considère les catastrophes naturelles, les bonnes intentions face aux catastrophes naturelles, les vidéos à scroller, les offres promotionnelles et ainsi de suite. Le juste équilibre à trouver dans nos vies tiendrait-il à une pincée de parcimonie, un petit pas de côté « si besoin » ? « Si besoin », c'est la formule qu'emploient des soignants en unité psychiatrique en remettant, le soir, leurs anxiolytiques aux résidents. C'est Nicolas Demorand qui nous le raconte dans une série de podcast où il témoigne, après 10 mois d'absence des antennes de France Inter, de son passage forcé à la clinique Sainte-Anne à Paris. Si besoin, « un espace de liberté » qui change tout, « un pas grand-chose » qui peut chasser la fatalité, autorise à passer de l'habitude aux possibles.

La presse magazine, annoncée morte mille fois, s'inscrit d'une certaine manière dans cette précieuse philosophie du « si besoin ». La rédaction d'EWAG compose chaque mois un rendez-vous étoffé, exigeant et inspirant qu'elle met à disposition gratuitement dans des centaines de points de distribution et sur l'ensemble des réseaux sociaux. Si vous nous lisez, vous apprendrez beaucoup, sur vos territoires, vos voisins, Karine Baste, le smart money, la médiation, le programme Hello Women du groupe Orange, la rentrée littéraire caribéenne, les solutions d'affacturage... Sur vous-même. Si besoin. Bonne rentrée.

*Rencontre des Entrepreneurs de France

Mathieu Rached et Floriane Jean-Gilles
Rédacteurs en chef
Guadeloupe Martinique Guyane



EWAG

Les magazines
KaruMag, GuyaMag, MadInMag et SoualiMag
sont édités par le groupe EWAG.

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrices de la Diffusion
Audrey Barty (0696 28 84 79)
Anouck Talban

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION
Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles (0696 36 91 56)

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Sarah Balay - Sandrine Chopot - Caroline Babin - Anne de Tarragon - Axelle Dorville

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Lou Denim
Christophe Fidole - Stéphane Jumeat

Photo de couverture
Jean-Albert Coopmann

Pour nous écrire :
prenomnom@ewag.fr

Consultez tous nos
magazines sur
www.ewag.fr



Suivez-nous sur les réseaux



Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)

AGENCES
Martinique
Émilie Valérius (0696 81 60 43)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Audrey Béral (0690 27 82 22)
Aurélié Bancet (0690 37 54 82)
Angela Fontana (0691 24 28 92)
Marie Prat (0690 56 72 84)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIFFUSION
Cheffe de projet contenu & social media manager
Léo Vignocan (0696 28 75 26)
Community manager
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

VIDÉO
JRI
Arnaud Galipo (0690 34 90 01)
Sariatha Boulard (0696 28 84 87)

DISTRIBUTION
Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : BD Locations (0690 80 15 99)
MadInmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des articles et illustrations publiés dans ce magazine est interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les documents remis.



Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane, imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres respectueuses de l'environnement et conforme à la norme imprim'vert.

W'buzz!

**SARGASSES :
L'ACTION PLUTÔT
QUE LES DISCOURS**



▶ 313,4 k vues
♥ 8,8 k interactions

**FÔS A FÔS :
LE DÉFI DU FLO**



▶ 164,1 k vues
♥ 7 k interactions

**CLEVELAND :
QUÊTE IDENTITAIRE**



▶ 172,6 k vues
♥ 2,5 k interactions

AMPI
Association Martiniquaise
pour la Promotion de l'Industrie

Au cœur des savoir-faire
TOURISTRIEL
de Martinique

JOURNÉES EUROPÉENNES DU PATRIMOINE

VISITEZ L'INDUSTRIE LOCALE

AGROALIMENTAIRE

BTP

CHIMIE

IMPRIMERIE



Inscrivez-vous !

VISITES GRATUITES OUVERTES À TOUS

DÉCOUVREZ LES SITES OUVERTS ET INSCRIVEZ-VOUS SUR :

jep2026.touristriedemartinique.fr

SOMMAIRE

LES VOIX DU TERRITOIRE

10 DAC

« Comment réimaginer notre patrimoine et le projeter dans le XXI^e siècle ? »

19 ARS

Votre santé commence ici : dans l'assiette & en mouvement

36 BPCE FACTOR

Transformer la trésorerie en levier de croissance !

38 CANAL + TELECOM

« La priorité est de fournir le meilleur service »

40 CIBTP

Construire un BTP plus attractif !

44 ORANGE

Deux parcours inspirants

46 ASSURANCE OUTREMER

Anticiper sa retraite pour mieux en profiter



ET SI...

48 DOSSIER

Qui croit en nos idées (et les finance) ?

LES YEUX DU MÉDIA

60 Grand entretien **KARINE BASTE**

64 **IMAGE DU MOIS**

66 Reportage **UN MONUMENT AUX VIVANTS**

72 **ÇA BOUGE AU BUREAU**, avec bonfilon

74 Les valeurs du **SPORT** résistent-elles à la quête de performance ?

75 **PORTFOLIO** Welcome to paradise

80 Sélection culture **LA RENTRÉE LITTÉRAIRE CARIBÉENNE**

L'ASSURANCE 100% OUTREMER 100% AU SERVICE DES ENTREPRISES

TPE, PME, indépendants, grandes entreprises : depuis plus de 35 ans, ADEP vous accompagne dans la protection sociale de vos salariés.

Notre différence :

- ✓ Une expertise des réalités ultramarines, pour des solutions adaptées à votre activité et aux spécificités de nos territoires.
- ✓ Des conseillers au plus proche, pour vous accompagner dans le choix et le suivi de vos garanties.

Déjà **plus de 6 000 entreprises** nous font confiance.

Pourquoi pas vous ?

Contactez nos conseillers spécialisés en santé et prévoyance d'entreprise pour bénéficier d'un bilan personnalisé gratuit.

Service Entreprises :

0596 61 22 44

Retrouvez l'ensemble des agences sur www.adep.com





DANS VOTRE PROCHAIN NUMÉRO



Octobre Rose, c'est bien plus qu'une campagne !



Comment convaincre nos ados de faire du sport ?



10 octobre :
journée nationale des dys



Ces plantes médicinales
à ne surtout pas confondre...

PARUTION : SEPTEMBRE 2026

RETROUVEZ-NOUS SUR



« COMMENT RÉIMAGINER NOTRE PATRIMOINE ET LE PROJETER DANS LE XXI^e SIÈCLE ? »

Les Journées Européennes du Patrimoine seront, cette année encore, l'occasion de visiter des lieux inédits et de porter un regard curieux sur des bâtisses et lieux qui composent notre paysage quotidien. À l'heure de la clôture de la programmation nous avons rencontré le directeur de la Direction des affaires culturelles de Martinique (DAC), le président du conseil de l'ordre des architectes (CROAM) et la présidente de la Maison de l'architecture Martinique (MAM) pour évoquer les enjeux actuels de la valorisation du patrimoine bâti. Interview croisée.

Propos recueillis par Mathieu Rached - Photo Jean-Albert Coopmann

Comment la thématique de cette édition 2026 des JEP "Patrimoine en péril : raviver, résister, réimaginer" fait-elle écho à la réalité du territoire ?
Jean-François Caclin, président du CROAM : À vrai dire, cette thématique s'inscrit dans la continuité des réflexions portées depuis plusieurs années par l'Ordre des architectes autour de l'idée de "réparer la ville", et plus récemment du Manifeste pour la réhabilitation signé par les conseils régionaux de l'Ordre. Pendant longtemps, le réflexe qui prévalait était de démolir pour reconstruire. Nous devons aujourd'hui sortir de ce réflexe systématique et considérer davantage comment adapter ce qui est déjà là aux besoins et contraintes de notre époque, notamment climatiques et démographiques.

Johan-Hilel Hamel, directeur des affaires culturelles : Cette thématique invite à s'interroger sur la manière dont le patrimoine est en train d'évoluer dans le XXI^e siècle bouleversé par les évolutions climatiques, démographiques et technologiques. Qu'est-ce qui fera patrimoine demain ? Comment restaurer le patrimoine dans le contexte écologique que nous connaissons et qui va se dégrader rapidement ? Quel équilibre entre création et sauvegarde du

patrimoine ? Quels sont les solutions pour continuer à restaurer dans un contexte financier contraint ? Nous avons donc des défis de taille à relever.

Quels sont les principaux projets de rénovation en cours ?

J-H. H. : La DAC est fortement mobilisée sur plusieurs chantiers d'un point de vue financier et d'un point de vue technique, notamment l'église de Balata, l'église du Gros-Morne, la fontaine Gueydon et plusieurs autres monuments majeurs en Martinique. Concernant l'église de Balata, c'est précisément un cas de patrimoine en péril qui nécessite une intervention importante. Les pathologies rendent nécessaire un important programme de travaux. L'État est pleinement mobilisé sur ce dossier, à la fois dans son accompagnement scientifique, technique et financier. Plus largement, l'objectif est de permettre que ces interventions garantissent la conservation durable des édifices tout en tenant compte de leur usage et de leur environnement et que les conditions de transmission de leur dimension culturelle et patrimoniale soient transmises.

Du point de vue du grand public, on s'interroge parfois sur les délais des projets de réhabilitation du patrimoine avec une impression que les choses n'avancent pas vraiment.

J-H. H. : Les réhabilitations de Monuments historiques sont complexes et mobilisatrice de moyens importants. D'abord parce qu'elle nécessite des savoir-faires précis et aussi parce que la réhabilitation, particulièrement en Martinique au regard du climat, intervient dans un état de dégradation avancé.

Ces opérations demandent du temps aussi parce qu'il faut réunir les financements et que les collectivités doivent inscrire ces réhabilitations dans leurs projets budgétaire et de territoire.

Pour les monuments historiques, l'État exerce, outre son soutien financier, un contrôle scientifique et technique sur les opérations, depuis la définition du projet jusqu'à la réalisation des travaux.

Ces délais sont donc aussi la contrepartie d'une exigence : celle de réaliser des interventions pertinentes, respectueuses et durables. Cette exigence est fondamentale pour transmettre aux générations qui arrivent des monuments détenteurs d'une histoire et d'une mémoire collective.

Certaines contraintes réglementaires ne pèsent-

FONDATION POUR LE PATRIMOINE

Créée en 1996, la Fondation du Patrimoine est un organisme privé à but non lucratif dont la mission est de sauvegarder et valoriser le patrimoine non protégé au titre des Monuments historiques. Elle intervient de plusieurs manières, en labellisant des bâtiments dont les travaux peuvent ensuite faire l'objet d'une défiscalisation ou en animant un réseau de levées de fonds de mécénat. Depuis 2018, elle est également le relais local de la mission Patrimoine qui permet chaque année, à travers le loto du patrimoine, de lever des fonds pour deux sites sélectionnés. Cette année, c'est l'église du Gros Morne et l'église de Redoute qui ont été retenues et dont les dotations ont été dévoilées en septembre.

**Jean-François
Caclin**

président du Conseil
régional de l'ordre
des architectes
de Martinique

**Johan-Hilel
Hamel**

directeur
des affaires
culturelles de
Martinique

**Gaëlle
Bonvent**

1^{re} vice-présidente
de la Maison de
l'architecture de
Martinique



elles pas également sur la conduite des projets ?

J-H. H. : Des critères très spécifiques prévalent en matière de réhabilitation du patrimoine. Lorsqu'un monument est inscrit, classé ou qu'il est dans un périmètre d'inscrit, classé, l'État a pour rôle de s'assurer que ce patrimoine respecte un certain nombre de normes et pour qu'on ne s'éloigne pas de l'esprit initial. Ce n'est pas figé pour autant, on peut réussir des projets hybrides et intelligents à condition que ce soit justifié, anticipé et qu'on imagine bien l'inscription du bâtiment final dans un tissu urbanistique beaucoup plus large.

C'est-à-dire ?

J-H. H. : Pour comprendre le rôle d'un architecte des Bâtiments de France, il faut changer d'échelle. Imaginez que votre appartement soit une ville. Vous avez devant vous un grand salon, une cuisine, des chambres, des fenêtres, des circulations. Si quelqu'un vous proposait d'installer une immense armoire au beau milieu du salon, vous vous opposeriez parce que sa taille et son emplacement déséquilibrerait l'espace.

À l'échelle d'une commune, c'est le type de regard que porte l'architecte des Bâtiments de France. Là où chacun peut regarder un bâtiment isolément — sa façade, ses matériaux, son architecture — lui est capable de regarder l'ensemble : les perspectives, les volumes, les espaces publics, les bâtiments voisins, les paysages et les équilibres urbains.

Un bâtiment peut donc être parfaitement réussi pris isolément et pourtant être une mauvaise réponse à l'endroit où l'on souhaite l'implanter. Il ne regarde pas seulement le bâtiment que l'on veut construire, il regarde la ville que ce bâtiment va contribuer à fabriquer.

C'est donc un rôle essentiel pour que nos communes restent agréables à vivre demain.

J-F. C. : De même qu'il ne faut jamais perdre de vue que tout ce que nous réalisons en tant qu'architectes et urbanistes, est destiné à des individus. Autrement dit, le patrimoine bâti vit avec les usagers tout autant qu'il sert de "repère", c'est-à-dire ce qui fait que la Martinique reste la Martinique, dans une époque où règne le risque de standardisation et d'uniformisation des constructions et aménagements.

Les réhabilitations ont également une dimension économique pour le territoire ?

J-H. H. : Absolument, gardons en tête que ces chantiers ambitieux se chiffrent en plusieurs millions d'euros

et sont pourvoyeur d'emploi. Ces projets mobilisent l'écosystème économique. Ensuite, ils peuvent parfois relancer des filières économiques sur des territoires.

Et de rebâtir un modèle de construction ancré localement ?

J-H. H. : À ce titre, les constructions des cases créoles en bois cochent toutes les cases. Au-delà de l'attachement à un savoir-faire et une tradition, elles appartiennent à ce qu'on appelle l'architecture résiliente : lors d'un cyclone ou d'un ouragan, si la maison tombait, on était capable de la remonter. On s'aperçoit que l'architecture créole, les techniques et savoir-faire de l'architecture martiniquaise sont des réponses toutes trouvées à la crise climatique. La DAC est d'ailleurs en train de monter un partenariat avec la Cité internationale de l'architecture et du patrimoine à Chaillot pour l'organisation d'un grand colloque sur l'architecture tropicale en Martinique. Ce colloque international aura lieu courant 2027.

À l'échelle locale, comment cette valorisation des savoir-faire et du patrimoine bâti est-elle perçue par la population ?

J-H. H. : Du point de vue des professionnels, nous nous réunissons de manière régulière pour envisager une stratégie d'architecture qui soit commune. L'idée est de travailler sur une charte pour l'élaboration de méthodes de travail, la définition de priorités en matière de réhabilitation, mais aussi de pouvoir communiquer ces approches et enjeux auprès du grand public. C'est notamment le rôle de la Maison de l'architecture.

Florence Le Gall, présidente de la MAM : C'est tout l'enjeu

de notre programmation qui semble rencontrer un réel succès public. Les précédentes éditions du festival d'architecture Matjoukan à Saint-Pierre ont réuni 2 000 visiteurs, et la dernière session Ciné Archi où nous diffusons au TOM (Teyat otonom mawon) "L'inconnu de la grande arche" a été suivie par 80 personnes. Il y a un vrai intérêt pour ces questions et les rendez-vous que nous organisons changent le regard que chacun porte habituellement sur son environnement. À Saint-Pierre, par exemple, en permettant aux habitants de venir visiter une installation dans les dents creuses (ces terrains non construits dans les centres bourg, N.D.L.R.) ou dans des bâtiments un petit peu oubliés, ils se rendent compte qu'en fait c'est beau chez eux, que leur ville est belle.

Le patrimoine influence finalement nos vies ?

F. Le G. : Le regard qu'on lui porte va influencer nos perceptions sur notre quartier, notre ville, notre identité, oui. C'est le sujet d'une exposition d'Adeline Rapon "Saint-Pierre n'est pas une ruine" que nous programmons dans les Jardins de la DAC au moment des JEP et pendant un mois. Durant sa résidence au cœur de la ville de Saint-Pierre en 2023, la photographe a porté un regard contemporain sur la ville, sur son architecture, sur les traces historiques. Et surtout dans la manière dont cette commune continue à vivre et à se transformer, alors que tout le monde pense que Saint-Pierre s'est figée dans le temps depuis 1902. Son travail photographique essaye de déplacer le regard, de montrer comment le patrimoine continue à être habité, comment les gens continuent à se l'approprier et comment il peut être interprété et réinventé.

J-H. H. : Oui bien sûr, le patrimoine nous influence. C'est aussi la raison pour laquelle nous souhaitons valoriser les cases créoles avec une seconde exposition, gratuite et accessible à tous, au Village de la Poterie. Une architecte passionnée, Claire Enté, a recensé les cases créoles de la commune des Trois-Îlets, les a dessinées avec la technique du dessin d'architecte, et ensuite a recensé la parole des habitants. Elle raconte d'une manière sensible la mémoire de chacune de ces cases.

Un patrimoine qui, précisément, est menacé de disparition...

J-H. H. : Cette exposition peut ouvrir à une prise de conscience collective sur la question de l'habitat traditionnel aussi appelé habitat vernaculaire. On voit beaucoup de cases créoles qui disparaissent alors qu'elles composent un élément très fort et structurant du paysage martiniquais, porteur d'une manière de vivre, d'une façon d'envisager sa relation d'être dans la ville, d'envisager sa relation aux vivants, sa relation aux autres. Derrière les plans, les savoir-faire, la noblesse des matériaux, le patrimoine dit aussi une certaine manière de vivre ensemble d'un territoire. A ce titre c'est l'affaire de tous et c'est l'un des enjeux des JEP, de conduire le grand public à découvrir, se souvenir, s'interroger et se projeter ensemble.

Programmation JEP

• "Saint-Pierre n'est pas une ruine", les Jardins de la DAC
Lundi, mardi, jeudi : 8h-16h30 Mercredi et vendredi : 8h-12h30
• « Recueil de savoirs poétiques autour de la case Créole », Village de la Poterie. Accès libre.
journéesdu-patrimoine.culture.gouv.fr
openagenda.com/fr/jep-2026-martinique

Plus d'informations

www.culture.gouv.fr/regions/dac-martinique
www.maisonarchitecture-mq.org



Johari-Hélène Hamel, Gaëlle Bonvent et Jean-François Caclin, rue Garnier Pagès à Fort-de-France. Les rencontres régulières entre la Direction des affaires culturelles et les architectes du CROAM et de la MAM consolident une stratégie d'architecture commune, avec des priorités en matière de réhabilitation et la capacité à communiquer ces approches et enjeux auprès du grand public.

RDV À PEY'INNOV !



Ensemble, faisons de l'innovation agroalimentaire, un levier de souveraineté et de création de valeur pour la Martinique.

Le secteur agroalimentaire entre dans une nouvelle dynamique portée par l'innovation, la coopération entre acteurs et la valorisation des ressources locales. Avec PEY'innov, premier salon dédié à l'innovation agroalimentaire sur le territoire, le PARM* et ses partenaires ambitionnent de structurer une filière plus compétitive, plus durable et résolument tournée vers l'avenir de la Martinique.



PEY'innov marque le début d'une dynamique collective portée par une conviction forte, avec le partenaire officiel de l'Opération, GBH. L'avenir du secteur agroalimentaire de notre territoire se construira par l'innovation, l'audace entrepreneuriale et l'intelligence collective.



Nicaise Monroe

Conseiller Exécutif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, Président du PARM



Katia Rochefort

Directrice du PARM



En Martinique, l'innovation s'incarne dans une dynamique entrepreneuriale forte, portée par des femmes et des hommes qui innoveront avec créativité, exigence et ambition.

Une dynamique collective au service du territoire

Acteurs économiques, institutions, recherche et entreprises locales se réunissent autour d'un objectif commun : accélérer la transformation du territoire. Venez donc nombreux là où tout s'accélère : PEY'innov ! Nous vous attendons nombreux !

4 thématiques :

"Produire, transformer, rayonner"

- Transformation et valeur ajoutée
- Innovation agroalimentaire : quelles opportunités ?
- Export et rayonnement
- Financement et structuration

+ de 50 exposants

Billetterie et inscriptions aux animations et conférences sur : peyinnov.com

*Le PARM est un centre de ressources technologique (CRT) qui soutient la valorisation des agroressources de Martinique.



PEY'innov
ORGANISÉ PAR LE PARM



1^{er} Salon de l'innovation agroalimentaire en Martinique

25 & 26 septembre 2026 PALAIS DES CONGRÈS DE MADIANA



EXPO TENDANCES INNOVATIONS LOCALES & INTERNATIONALES • CONFÉRENCES • ATELIERS THÉMATIQUES • ANIMATIONS



PUBLI-COMMUNIQUÉ

Passage de flambeau un engagement responsable au service des territoires

Le 8 juillet dernier, le RSMA Martinique a officiellement accueilli son nouveau chef de corps lors de la cérémonie de passation de commandement présidée par le général Patrice Bellon, en présence du préfet de la Martinique.

3 questions au Colonel Guillaume Puppo (partant)

Pouvez-vous nous parler de vos 2 années de chef de corps au RSMA-MQ ?

Ces années sont un peu le graal pour un officier. Nous y sommes bien préparés, et j'étais particulièrement heureux d'être désigné pour revenir à la Martinique, 23 ans après avoir déjà servi au sein du RSMA en tant que jeune sergent.

Le RSMA sortait d'une conjoncture assez délicate, liée en particulier à la période post-Covid et à la démographie en berne de l'île. Dès mon arrivée, ceci a été amplifié par la période des mouvements sociaux de fin 2024. Fort heureusement, le régiment jouit d'une réputation solide sur l'île : 39 000 Martiniquais nous ont déjà fait confiance depuis 1961. Alors que je pensais que 2025 serait complexe en termes de recrutement et d'insertion, le RSMA semble finalement avoir servi de « valeur refuge » puisque nous aurons, en 24 mois, augmenté notre recrutement de volontaires stagiaires de 20 %, voyant passer plus ou moins 500 jeunes par an dans nos rangs. Parmi ces jeunes, 35 % sont des femmes et le régiment s'est efforcé de revenir à son cœur de cible, les véritables décrocheurs scolaires, qui représentent aujourd'hui 33 % de notre vivier contre 17 il y a



Colonel Guillaume Puppo et Lieutenant-colonel (TA) Jean-Marc Perraut

© Jean-Albert Coopmann

deux ans. Nous sommes très reconnaissants envers la population martiniquaise et envers nos partenaires pour cette marque de confiance, qui nous pousse à toujours faire mieux !

Quels sont les projets forts de votre mission ?

Chaque chef arrive avec ses objectifs mais aussi avec la nécessité d'aboutir sur les projets lancés par ses prédécesseurs. Parmi les objectifs que je m'étais fixé, trois sortaient du lot. Le premier était de réussir à avancer sur les économies de la mer et de la terre. Cela reste un sujet complexe car ces métiers sont souvent dévalorisés au sein de la jeunesse et méritent sans doute une action collective afin d'être mieux expliqués. Nous avons connu quelques belles réussites qui, je l'espère, seront des produits d'appel pour demain : un parcours de scaphandrier, quelques skippers ou la reprise d'une ferme au Morne-Rouge ne sont pas des petites victoires, je vous l'assure.

Le second était d'implanter une maison de recrutement du RSMA dans Fort-de-France. Notre localisation à Gondeau est assez excentrée et nous manquons de visibilité. Cette maison du SMA, active au 83 rue Schœlcher depuis le mois de mai, a été inaugurée par la ministre des Outre-mer, et j'invite tous les parents et jeunes intéressés par une formation dans l'une de nos 16 filières à venir s'y renseigner ou postuler.

Le troisième était d'accroître la capacité d'action du RSMA en cas de crise. Pour devenir plus résilient et apporter des solutions au préfet, le régiment a été renforcé mi 2025 d'un détachement de la sécurité civile qui, en plus de ses missions régaliennes, contribue directement à la formation de nos jeunes en sauvetage-déblaiement, bâchage de toit, premiers secours... Autant de savoir-faire déjà appliqués par le passé, mais encore améliorés. L'objectif final est de créer une compagnie de réserve du RSMA, dont l'objectif ne sera pas de porter des fusils mais bien de pouvoir être réactifs le jour où l'île aura besoin de nous. Les recrutements ont débuté et les bonnes âmes sont toutes les bienvenues !

Pourquoi recommanderiez-vous le RSMA aux jeunes Martiniquais qui cherchent à s'insérer professionnellement ?

Parce que cela marche ! L'insertion dépasse les 80 %, et les jeunes obtiennent leur permis avec une réussite de 85 %. Notons que ce permis n'est pas qu'une « promesse de campagne », mais bien une nécessité afin que les jeunes soient mobiles et autonomes pour pouvoir travailler partout sur l'île. Plus rationnellement, je dirais qu'on ne vient pas au RSMA uniquement pour chercher une formation professionnelle que l'on peut trouver ailleurs. On y vient

parce que l'on n'est pas forcément fait pour rester sur les bancs de l'école : le RSMA privilégie la mise en pratique et les situations concrètes. On y vient pour décrocher de ses addictions car on a compris que c'était néfaste. On y vient enfin pour acquérir un savoir-être et un savoir-devenir qui est unanimement plébiscité par toutes les entreprises avec lesquelles nous travaillons.

À l'arrivée, je dirais que notre marque de fabrique, notre réelle plus-value, réside dans les intervalles, le temps masqué. Il n'est pas inné de se lever à 5 heures le matin, d'aller déjeuner en marchant au pas, de monter la garde à 18 ans ou d'avoir des périodes d'astreinte. C'est pourtant dans ces moments que la bascule se fait dans la mentalité des jeunes : prendre soin de son camarade plutôt que de passer son temps sur son téléphone portable ; faire du sport plutôt que de succomber à des addictions ; participer à des chantiers pédagogiques dans les communes plutôt que de rester sur son canapé.

Notre jeunesse va bien dès lors qu'on lui accorde l'attention qu'elle mérite, qu'on l'écoute, qu'on l'oriente. La pépite éclôt très vite chez beaucoup d'entre eux. Je pars avec le cœur lourd car cette jeunesse est vraiment attachante et mérite qu'on lui consacre le temps nécessaire. Ce sont eux l'avenir de Madinina !



© Jean-Albert Coopmann



© Jean-Albert Coopmann

3 questions au Lieutenant-colonel (TA) Jean-Marc Perraut (arrivant)

Pouvez-vous vous présenter rapidement ?

La prise de commandement du RSMA de la Martinique intervient pour moi après presque 26 années de service. J'ai débuté comme sous-officier avant de gravir les échelons et de rejoindre le corps des officiers en 2004. Mon parcours militaire s'est d'abord concentré sur l'opérationnel, au sein des unités blindées des troupes de Marine, ce qui m'a conduit de Djibouti à la Côte d'Ivoire en passant par le Liban, l'Afghanistan et l'Irak. Mon parcours s'est ensuite orienté vers la coopération et les relations internationales. Après la scolarité de l'école de guerre, j'ai notamment été détaché pendant cinq ans et auprès du ministère des Affaires étrangères d'abord à Paris, puis au Sénégal. Marié et père de deux garçons, la Martinique sera, à n'en pas douter, une belle découverte familiale autant qu'un nouveau défi professionnel attractif.

Êtes-vous heureux de venir au RSMA ?

Se voir confier le commandement d'un régiment, pour un officier, est déjà, en soi, une grande satisfaction. En outre, je considère que la diversité des mis-

sions qui m'ont été confiées jusqu'ici constitue une réelle richesse : ajouter à cette richesse, l'expérience du service militaire adapté est donc également très satisfaisant. En effet, l'engagement militaire repose en partie sur le culte de la mission, et je crois profondément en cette mission du SMA : participer, concrètement et activement, à préparer l'avenir du territoire et du pays par la formation de sa jeunesse.

Comment pensez-vous inscrire votre action durant les années à venir ?

Je tiens d'abord à saluer l'action de mon prédécesseur qui, associée à l'engagement quotidien des cadres du régiment, me permet de prendre mes fonctions dans d'excellentes conditions. Le RSMA de la Martinique est au rendez-vous de l'insertion des jeunes engagés volontaires qui ont eu le courage de le rejoindre. En conséquence je ne me projette pas dans une perspective de refondation profonde de ce qui fonctionne, mais plutôt dans une action de consolidation sur ce volet fondamental. En revanche, de nouveaux objectifs ont été fixés au régiment pour s'impliquer de manière plus conséquente et efficace dans le dispositif de secours aux populations en cas de catastrophe naturelle : c'est dans ce domaine, notamment par la création d'une unité de réserve spécialisée du SMA, que je compte porter mes premiers efforts.



ars
Agence Régionale de Santé
Martinique

Votre santé commence ici :

DANS L'ASSIETTE
&
EN MOUVEMENT

La santé à la portée de tous

Prendre soin de sa santé ne commence pas à l'hôpital ou dans un cabinet médical. Cela se joue chaque jour, dans nos choix de vie, notre alimentation, notre niveau d'activité physique, notre hydratation, notre sommeil et notre environnement. La prévention est sans doute le levier le plus puissant dont nous disposons collectivement pour vivre plus longtemps en bonne santé et préserver notre système de soins.

En Martinique, les défis sont importants. Les maladies chroniques, notamment le diabète, les maladies cardiovasculaires et l'obésité, touchent un nombre croissant de nos concitoyens. Près de 40 % des adultes vivent avec une affection de longue durée et plus d'un Martiniquais sur deux ne pratique pas une activité physique suffisante. Le vieillissement rapide de notre population, les inégalités sociales ainsi que les difficultés d'accès à une alimentation équilibrée pour certaines familles renforcent encore ces enjeux.

Face à cette situation, nous devons agir plus tôt, avant l'apparition des maladies ou dès les premiers facteurs de risque. Cette ambition s'inscrit pleinement dans le Programme national nutrition santé 2026-2030, la stratégie sport-santé et la future feuille de route régionale de lutte contre l'obésité. Notre objectif est de construire un véritable parcours de prévention, permettant à chacun d'être accompagné tout au long de sa vie, du repérage précoce à la prise en charge lorsque cela est nécessaire. Une attention particulière est portée aux enfants et aux adolescents car les habitudes acquises dès le plus jeune âge ont des conséquences durables sur la santé future. Les femmes, les personnes vivant avec une maladie chronique et celles confrontées à des difficultés sociales doivent également pouvoir bénéficier d'un accompagnement adapté afin que la prévention soit réellement accessible à tous.

Sur le terrain, cette volonté se traduit par des actions

concrètes. Grâce à une mobilisation croissante des financements, le réseau des 13 Maisons Sport-Santé poursuit son développement et accompagne les personnes atteintes de maladies chroniques, éloignées de la pratique physique ou souhaitant retrouver progressivement une activité adaptée à leur condition. Parallèlement, près d'un million d'euros ont été consacrés en 2025 au soutien de projets portés par les collectivités, les associations, les centres communaux d'action sociale et les acteurs de santé, au plus près des besoins des habitants.

La rentrée 2026 et l'opération « Septembre Bouge » doivent constituer un nouvel élan collectif.

Car être physiquement actif ne signifie pas devenir sportif de haut niveau.

Marcher davantage, utiliser les escaliers, jardiner, danser, accompagner ses enfants à pied, pratiquer une activité de loisir ou simplement réduire le temps passé assis sont déjà des gestes bénéfiques pour la santé. L'activité physique est à la portée de chacun et peut trouver sa place dans tous les environnements : à l'école, au travail, dans les quartiers, dans les associations et au sein des familles.

Notre ambition est aussi de faire évoluer les habitudes et les représentations. Bien manger, boire suffisamment d'eau ou bouger davantage ne sont ni des contraintes ni des privilèges réservés à quelques-uns. Ce sont des choix de santé, que nous devons rendre possibles pour tous, quels que soient l'âge, le lieu de résidence ou la situation sociale.

Je remercie l'ensemble des partenaires, professionnels de santé, collectivités, associations et citoyens engagés, qui contribuent chaque jour à faire progresser cette ambition collective au service de la santé des Martiniquaises et des Martiniquais.

Yves SERVANT

Directeur général de l'ARS Martinique



Sommaire

VOTRE SANTÉ COMMENCE ICI :

DANS L'ASSIETTE

4/Obésité, diabète : on peut agir !

6/Bien manger, ça s'apprend !

7/Devenir Machan'n Santé

8/Des idées, du goût !

De l'importance (pour tous)
de bien manger

9/ Une approche pluridisciplinaire

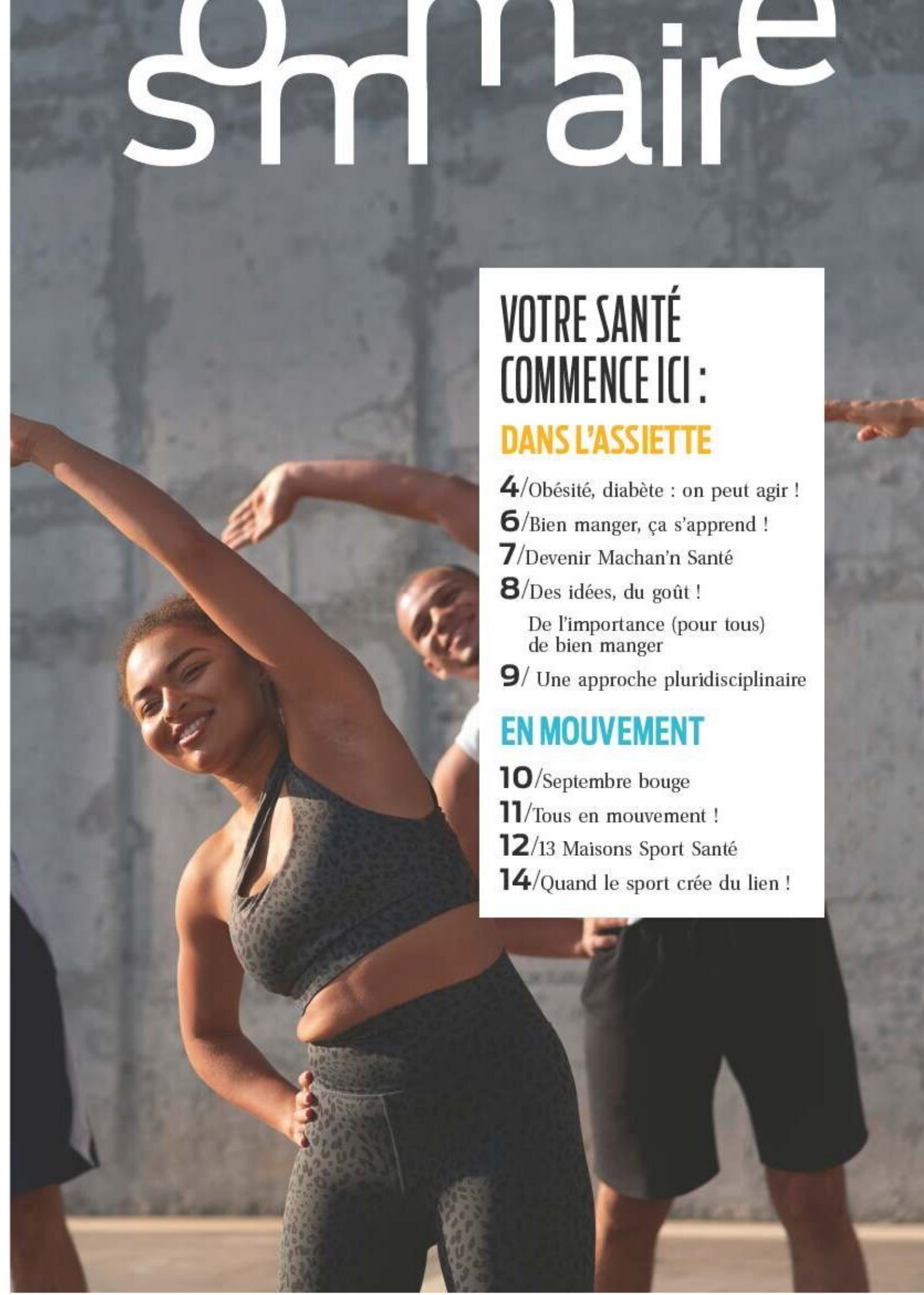
EN MOUVEMENT

10/Septembre bouge

11/Tous en mouvement !

12/13 Maisons Sport Santé

14/Quand le sport crée du lien !



EWAG

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directeur du
développement
Luciano Sainte-Rose
(0696 07 62 64)

Rédacteurs en chef
Mathieu Rached
Floriane Jean-Gilles

Direction artistique
Gwénaél Tilly

© EWAG - La reproduction,
même partielle, des articles et
illustrations publiés dans ce
magazine est interdite. EWAG
décline toute responsabilité
pour les documents remis.

édito

Obésité, diabète : on peut agir !



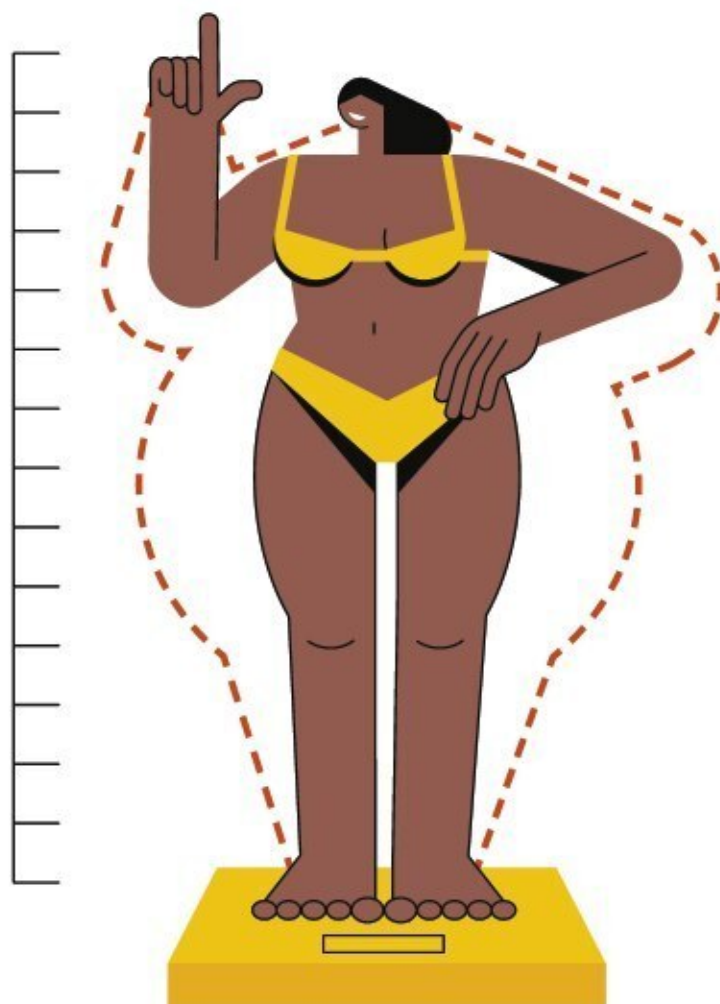
L'alimentation est un facteur déterminant dans la survenue de certains troubles de la santé et de pathologies plus lourdes. Entretien avec **Marie-Elodie Jean-Charles**, médecin nutritionniste et diabétologue en charge de l'obésité et du diabète au CHUM.

En chiffres* :

- **22%** de la population en situation d'obésité (18% dans l'Hexagone)
- **12%** de diabétiques (6,5% dans l'Hexagone).

(*2023)

Association de patients, animée par des bénévoles, l'**AFD 972** contribue à l'amélioration de la qualité de vie des personnes diabétiques. Membre de la Fédération Française des Diabétiques depuis 1982, elle a pour mission d'informer, éduquer et accompagner, en portant la parole des personnes malades, de leurs familles et de leurs proches, et en défendant leurs intérêts.
martinique.diabetique@orange.fr / 06 96 81 08 00



Quel type d'alimentation permet de prévenir le surpoids et l'obésité ?

Une alimentation équilibrée avec des légumes verts, des fruits, des fibres va automatiquement faire limiter le recours à des produits industriels transformés et à des boissons sucrées. Il s'agit des recommandations portées par le programme national nutrition santé (PNNS). Au delà du simple choix des types d'aliments, le coût de l'alimentation est un facteur qui peut malheureusement peser dans l'équation.

L'alimentation locale est-elle un atout ?

Oui tout à fait. L'alimentation locale est parfaite, pour peu qu'elle soit équilibrée, avec une consommation importante de fibres, de légumes verts, de fruits, de légumineuses et même de féculents du type racines. Par exemple, le fruit à pain accompagné de légumes verts est idéal.

Quelle est la prise en charge de ces pathologies ?

Au CHU nous prenons en charge des patients atteints de diabètes déséquilibrés avec des complications et d'obésité sévère avec des complications également. Mais nous nous efforçons aussi en tant que CSO (centre spécialisé obésité)* de renforcer la collaboration territoriale, en lien avec l'ARS, avec d'autres centres comme la Valériane, l'hôpital de jour de la clinique St-Paul et les praticiens libéraux, tels que les diététiciens, les associations d'activité physique adaptée présents sur le territoire.

*contact : marie-elodie.jean-charles-catan@chu-martinique.fr

Pourquoi obésité et diabète vont-ils souvent de pair ?

L'obésité et le diabète ont beaucoup de facteurs de risques communs. Par ailleurs l'obésité constitue elle-même un facteur de risque de développer un diabète de type 2*. Aussi, la proportion élevée de la population martiniquaise atteinte de surpoids et d'obésité conduit à ce que le territoire soit également davantage touché par le diabète de type 2. (*le diabète de type 1 représente 10% des diabètes et survient plutôt pour des raisons immunitaires.)

Quels sont les facteurs de risque ?

Il s'agit déjà de facteurs socio-économiques et environnementaux : des situations professionnelles difficiles (chômage et précarité), une sédentarité importante du fait de l'usage dominant de la voiture individuelle, une culture insuffisante de l'activité physique quotidienne et, bien sûr, l'alimentation, vont être des éléments clés dans l'apparition de ces pathologies.



Bien manger, ça s'apprend !

Entre ateliers cuisine, menus repensés, projets pédagogiques et apprentissage des produits locaux, les enfants découvrent le plaisir d'une alimentation équilibrée.

« La question apprendre à bien manger dès le plus jeune âge s'inscrit dans une véritable politique éducative et de santé publique », explique Audrey Jean-Jacques, coordinatrice du contrat local de santé de la ville de Fort de France. Pour déployer des actions durables, la Ville s'appuie sur un réseau de partenaires (Éducation nationale, ARS, associations, professionnels de santé, parents...) et l'implication coordonnée de ses différentes directions (enfance, caisse des écoles, politiques éducatives, restauration scolaire...).

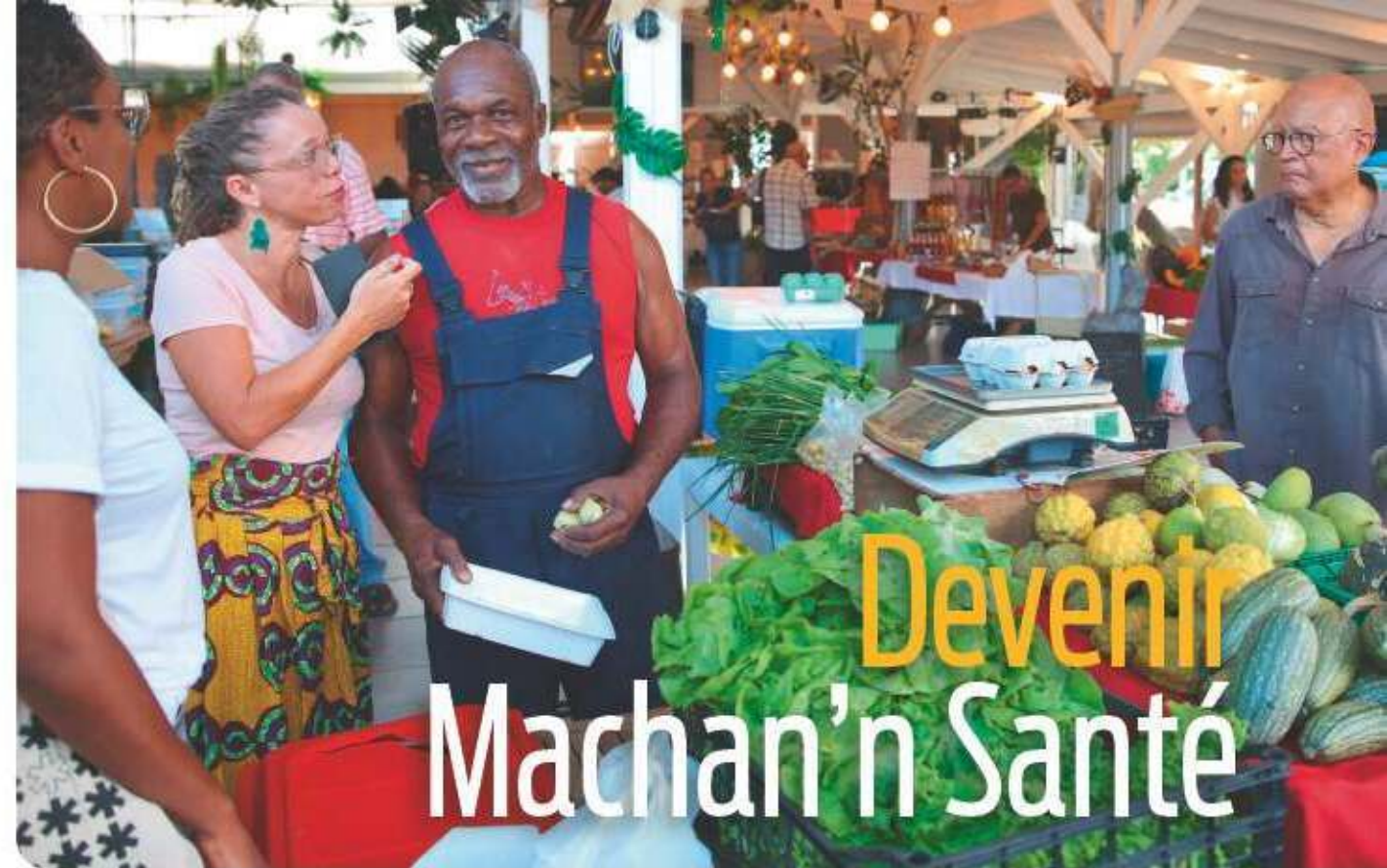
Une mobilisation pluridisciplinaire

L'école et les centres de loisirs (avec les Ateliers Nutrition) deviennent ainsi des leviers pour comprendre les bases d'une alimentation équilibrée, savoir composer un repas, et adopter durablement de bonnes pratiques. À travers des dispositifs comme le programme « Carambole » ou l'approche « École en santé », les élèves participent à des ateliers ludiques autour des aliments, des saveurs, de l'équilibre alimentaire et de l'activité physique. La pédagogie repose sur l'expérimentation : les enfants deviennent acteurs de leur apprentissage. Des médecins se déplacent dans les quartiers au plus près des familles. Une diététicienne sensibilise enfants et adultes

aux bonnes habitudes alimentaires. Enfin, la Ville valorise la diversité culturelle dans les assiettes en intégrant au menu scolaire des plats inspirés d'autres cultures, pour piquer la curiosité alimentaire et favoriser l'acceptation de nouveaux aliments dès le plus jeune âge.

Apprendre à bien manger local

Le bien manger local nécessite aussi un apprentissage, pour savoir sélectionner ses produits du jardin. « Nous déployons en milieu scolaire (et médiathèque) une exposition consacrée aux pesticides, explique Coraline Meril chargée de mission médiation scientifique au Carbet des Sciences. Pour enseigner et faire réagir les enfants de façon ludique, nous assurons une animation qui se termine par un quizz vrai/faux pour s'assurer qu'ils ont bien retenu les informations majeures. Peut-on manger des tomates si le sol est pollué ou peut-on manger des patates douces si on ne sait pas si le sol est pollué ? On porte une information et on tâche de déconstruire les croyances. De même, nous y diffusons le fascicule JaFa (jardins familiaux) qui rappelle les bonnes pratiques, mais aussi les fiches d'inscription pour les analyses gratuites de sol transmises à la FREDON ». Celle-ci met aussi en place des ateliers sur les bonnes pratiques et en partenariat avec l'ARS un accompagnement diététique réalisé par des nutritionnistes : quoi manger en toute sécurité, quoi éviter sur terrain contaminé. « Manger local est toujours possible. Il suffit d'être informé sur la qualité de son sol et sur la provenance des produits que l'on mange, d'appliquer les bonnes pratiques ».



Et si le marché n'était pas qu'un lieu de vente mais aussi un espace privilégié pour la sensibilisation à la nutrition ?

La proximité qui se noue entre ceux qui viennent chaque semaine s'approvisionner et les agriculteurs locaux méritait sans doute d'être valorisée, c'est ce sur quoi repose le programme Machan'n Santé. Porté par l'ARS, le programme veut positionner les marchands des villes du Sud comme des relais de santé. L'objectif est de les former pour qu'ils soient en mesure de valoriser les productions agricoles, les fruits et légumes bruts, ainsi que les sirops, confiture et autres préparations vendus sur les marchés locaux.

Pour cela, le PARM (Pôle Agroressources et de Recherche de Martinique) a mis sur pied une formation de courte durée d'une demi-journée, qui sensibilise les marchands aux atouts nutritionnels des fruits et légumes locaux. « 59 marchands ont été formés, parmi lesquels des agriculteurs (qui produisent et vendent sur le marché), ainsi que des revendeurs, explique Alicia Lecfel, ingénieure conseil agroalimentaire au PARM et responsable de la formation. On l'a conçue comme une formation engageante, poursuit-elle, avec beaucoup

de pratique, basée sur des jeux de rôle et des mises en situation, puisque l'objectif, c'est qu'ils puissent ensuite être capables de présenter chaque fruit et légume, en s'appuyant au besoin sur des fiches Mémo ». Celles-ci s'inscrivent dans la continuité du livre riches péyia-à, édité par le PARM, et ont été conçues spécifiquement pour eux.

En quelques heures, ils acquièrent les bases de la nutrition locale pour être capable par exemple, de présenter le giraumon comme un légume dont la teneur en caroténoïdes (beaucoup plus que la carotte) est un allié de poids pour la vue. Et parfois aussi aller jusqu'à donner des idées de recettes, des conseils sur le mode de préparation. Amorcée en 2025, avec la présentation aux élus, à l'ARS, aux représentants de marché, et la constitution d'un groupe pilote pour mesurer leurs attentes, la formation a été dispensée de mars à juin 2026 et se termine avec la remise des diplômes officiels par le directeur général de l'ARS à ces machan'n santé le 14 septembre à Sainte-Luce.





Des idées, du goût !

De l'anti-gaspi à la cuisine quotidienne, dans l'émission « À table avec KOPA », Meggan Cavalier relève avec passion le défi du cuisiner local.

Kopa est un personnage qui portait déjà les valeurs de l'anti gaspi et du « débouya pa pé- ché ». Il s'attache aussi à répondre à la question plus précise : quoi faire avec les fonds de frigo ? C'est sur cette idée de départ que Meggan Cavalier a créé l'émission télé « À table avec KOPA » qu'elle produit. Avec les chefs Jimmy Bibrac et Sébastien Jean-Joseph elle démocratise l'anti gaspi autant que le goût. « Proposer des gnocchi d'igname, des crackers à base de banane verte, une pâte à pizza en fruit à pain, c'est renouveler le goût, cuisiner sainement, et souvent sans gluten en plus, se réjouit Meggan Cavalier. Je propose des astuces sympas à partager, une revalorisation de nos produits et de ce que nous sommes capables d'en faire. Manger sain, c'est pour moi un vrai programme militant ». Né en décembre 2023, ce projet innovant reçoit très vite le soutien de l'ARS, l'émission « À table avec Kopa » est aujourd'hui intégrée au programme de Martinique Première.

De l'importance (pour tous) de bien manger

Tout au long de l'année, l'ARS Martinique soutient plusieurs structures et initiatives dont un lieu « extra-ordinaire » qui, depuis 2019, mêle insertion, autonomie et santé dans l'assiette.

Les Petites Tables est à la fois un lieu est un centre d'accueil et un restaurant, conçu pour accueillir des personnes ayant des déficiences intellectuelles et leur donner une place dans la société. « Tout part de la volonté de faire recon-



naître leurs dons, leurs talents, leur capacité au travail, en leur proposant des activités quotidiennes et une ouverture sociale », explique sa coordinatrice Patricia Watterlot. Au menu du lundi au vendredi de 9h à 16h, des activités sportives, ateliers manuels, de la peinture, des rencontres avec des artistes... et des ateliers basés sur la valorisation des produits péyi et de la cuisine locale, avec en point d'orgue, un service de restauration et des tables à réserver, ouvertes à tous, pour le déjeuner tous les jeudis.

Une approche pluridisciplinaire

Basée à Trinité, la Valériane est spécialisée en réadaptation nutritionnelle chez les adultes, les adolescents et les enfants, avec une expertise dans la prise en charge de l'obésité.

La feuille de route nationale 2026-2030 pour la prise en charge des personnes en situation d'obésité, présentée en janvier, réaffirmait la volonté du gouvernement « d'augmenter l'accès à des soins personnalisés, de proximité et inscrits dans la durée » à toutes les personnes concernées. Avec 94 places, le centre de soins médicaux et de réadaptation (CSMR) La Valériane est un acteur pivot en matière de soins nutritionnels et métaboliques. La structure accueille les patients en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour, selon leurs besoins. Au total, 84 lits pour des soins médicaux en hospitalisation complète et 10 places en hospitalisation de jour dédiés à la réadaptation nutritionnelle et aux soins polyvalents. L'architecture des soins doit permettre d'offrir à chaque patient « un parcours personnalisé dans un environnement à la fois professionnel, bienveillant et tourné vers le rétablissement durable », précise le directeur Daddyer Dupont.

Alimentation et habitudes de vie

Fort d'une équipe pluridisciplinaire qui compte médecins, psychologues, kinésithérapeutes, diététiciens, éducateurs en activités physiques adaptées, infirmiers et

aides-soignants, assistante sociale, animatrice... l'établissement de santé réussit notamment à travailler sur des problématiques patients de dénutrition et ré-équilibre alimentaire. L'approche se veut globale et durable, elle s'inscrit dans l'acquisition des bons repères et réflexes de manière pérenne. Même philosophie en phase de rééducation AVC qui nécessite une prise en compte holistique du patient et de ses besoins.

Politique d'alimentation

En matière de qualité nutritionnelle, tous les repas sont préparés sur place, sous la supervision des diététiciennes qui veillent à ce que ces repas proposés respectent précisément le profil nutritionnel de chaque résident. Afin de concevoir, faire évoluer et contrôler la qualité nutritionnelle et gustative des menus du centre, un Groupe Alimentation



Nutrition (GAN) composé de diététicienne et de l'équipe médicale se réunit une fois tous les 2 mois. La Commission Médicale d'Établissement (CME) et la direction sont garantes de la mise en œuvre d'une politique d'alimentation et de nutrition de qualité.

Une prise en charge globale qui s'articule autour de 4 axes

- soins médicaux
- accompagnement individuel et collectif
- soutien psychologique
- réadaptation physique

Septembre bouge !

Avec le programme national « Septembre bouge », le mot d'ordre de la rentrée celui du sport pour tous et à tout âge. Afin d'encourager chacun à adopter un mode de vie plus actif, l'ARS Martinique soutient diverses initiatives et associations sur l'ensemble du territoire. A redécouvrir en septembre et à adopter toute l'année.

Prémunir le cœur

Association « cœur & santé », fait de la prévention des maladies cardiovasculaires son cheval de bataille. Forte de 160 licenciés, 4 enseignants d'activités physiques adaptées et 2 brevets professionnels, l'association anime ainsi les séances régulières de sport santé, des séances d'activités physiques adaptées (pour des personnes en rééducation, atteintes d'affection de longue durée...) de même que des programmes de prévention de la perte d'autonomie donc à destination des seniors. « Nous portons les mêmes messages dans le cadre de programmes avec les écoles, complète Youri Rotin, coach sportif, pour sensibiliser les jeunes toujours avec les outils traditionnels du fitness bèle ou du damier (l'art martial traditionnel) et bien sûr en les sensibilisant à la nutrition pour acquérir une meilleure connaissance des fruits et légumes grâce à des naturopathes, des diététiciens etc. » Enfin, chaque année, pour le parcours du cœur, Cœur et Santé réunit 1000 à 1500 personnes. Au delà de l'affluence et du succès des interventions, beaucoup de gens ont découvert l'association en tant que pratiquant puis ont pu être formé et sont restés à l'association, ce qui illustre la logique de transmission qui anime depuis le début Youri Rotin et ses équipes.



Tous en mouvement !

Femme enceinte, athlète, personne âgée ou néophyte, l'activité physique s'adapte à chacun. En douceur, en intensité, et en toute sécurité. L'essentiel est de bouger, et dès le plus jeune âge.



L'équilibre féminin

« L'activité physique crée une libération d'endorphines, qui contribue à diminuer le stress chronique, améliore le bien-être et le sommeil », explique Lievyn Enette, docteur en physiologie et président de l'association APASaM (Activités physiques adaptées santé Martinique). Chez les femmes, l'APA (activité physique adaptée) est un levier important pour diminuer l'anxiété pendant les menstruations et le post-partum et les symptômes dépressifs liés aux changements hormonaux, mais aussi les douleurs en cas d'endométriose.

Des activités pour tous

Chez les seniors, la pratique de l'APA permet de prévenir la perte d'autonomie, le risque de chute. Les animations proposées lors des « Gran Moun Djok » stimulent des capacités cognitives, mais aussi le système cardiovasculaire, l'endurance, la force musculaire, l'adresse et l'équilibre. L'APA bénéficie aussi aux personnes en situation de handicap physique, atteintes de maladies chroniques, de Parkinson ou Alzheimer ou qui souffrent de séquelles d'AVC. L'APA permet de limiter l'apparition ou l'évolution de pathologies associées. En tant que traitement non pharmacologique à l'efficacité avérée, elle peut d'ailleurs être prescrite par les médecins traitants et spécialistes.



Une éducation au mouvement à l'école

« L'USEP (Union sportive de l'enseignement du premier degré), qui forge la citoyenneté par le sport, sensibilise les petits aux enjeux de santé actuels, précise Karine Mondésir, déléguée USEP ». Annuellement, des projets conçus pour et avec les écoliers de la quarantaine d'associations USEP d'écoles sont subventionnés par l'ARS. Vingt-deux classes rejoignent ainsi « l'égalité en mouvement », projet visant la mixité et l'accès au sport pour tous. Le programme « Mon association booste mon cerveau » apprend spécifiquement à « mieux se nourrir », « mieux dormir » et « mieux bouger ». Il mobilise des experts médicaux, des chefs et des éducateurs sportifs animant pour les familles et l'équipe pédagogique des séances de nutrition et des exercices physiques collectifs. « L'initiative « Sport et équilibre » suggère des pratiques variées, durant lesquelles les jeunes sont encouragés à exprimer leurs ressentis, leur faculté face à l'effort, à respecter les règles, à vivre ensemble. Ils acquièrent ainsi des aptitudes psychosociales et corporelles indispensables à la stabilité du bien-être psychique et de la vitalité globale »

Chez les femmes enceintes aussi, l'activité adaptée régulière est une clé de l'équilibre et de la bonne santé de la future maman et de son bébé : prévention des douleurs, régulation de la prise de poids, amélioration de l'anxiété, meilleur sommeil, réduction des risques de diabète gestationnel ou d'hypertension artérielle, préparation à l'accouchement optimisée et post-partum plus harmonieux. En tête de liste des sports conseillés : la marche, la natation ou l'aquagym, le yoga, le pilates.

**SEPTEMBRE
BOUGE**

13 Maisons Sport Santé

Les Maisons Sport Santé (MSS) ont été créées en 2019 par les ministères des sports et de la santé. L'objectif : améliorer l'état de santé de la population en luttant contre les effets de la sédentarité, via un accès facilité à une activité physique et sportive durable, au quotidien.

Les maisons sport-santé sont un outil d'égalité des chances et d'accès à la pratique d'activité physique. Toute personne est concernée, qu'elle souhaite une aide à la santé ou au bien-être, quel que soit son âge, sa situation personnelle, son état général et ses fragilités. Habilitées depuis 2024 par l'ARS et la DRAJES*, portées et animées par des professionnels spécialistes de la santé et du sport, les MSS dispensent une information sur les bienfaits de la pratique régulière mais aussi sur les offres d'activités physiques et sportives de proximité adaptées. Elles sont aussi en capacité d'évaluer les capacités physiques des personnes qui les contactent et d'élaborer pour elles un programme Sport-Santé personnalisé en lien avec des professionnels qualifiés. Elles sont donc un levier majeur dans la prévention mais aussi un outil thérapeutique non médicamenteux déterminant.

*Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

MSS 1

MAISON SPORT-SANTÉ DU NORD

59 bd du Gal de Gaulle, Lajus
97221 - Le Carbet 0596 04 23 81
sportequilibre777@gmail.com
Un planning d'activités accessible sur instagram maisonsportsantedunord et un slogan : Bougez différent - Visez la santé ! Un outil de santé labellisé en mars 2021, animé par l'association S.P.O.R.T EQUILIBRE

MSS 2

EPGV SPORT SANTÉ MARTINIQUE

Maison des sports Pointe de la Vierge, Maison des sports, Fort-de-France
05 96 61 48 19 / comitegymvolontaire-972@orange.fr
EPGV propose des séances complètes de Gymnastique Volontaire qui permettent de pratiquer des activités sportives diversifiées et de créer des liens sociaux. La séance de Gymnastique volontaire a une fonction éducative sur les bienfaits du sport. Durant une séance, l'animateur EPGV sensibilise non seulement sur l'intérêt d'une pratique quotidienne mais aussi sur l'autonomie du pratiquant, qui peut poursuivre de lui-même une activité physique et sportive, pour son bien-être et sa santé.

MSS 3

MAISON SPORT-SANTÉ DU CENTRE / SPORT EQUILIBRE

16 Ruelle du Petit Passage, Fort-de-France
0596 04 23 41 / sportequilibre777@gmail.com
Sé Santé bat tout moun propose un cadre idéal avec des séances de sport, du coaching personnalisé, des conseils en nutrition. Programme des activités physique pour booster l'énergie et la santé.

MSS 4

2C2S CENTRE DE COACHING SPORT ET SANTÉ

122 résidence les gémeaux, route de redoute, Fort-de-France
0696 40 87 96 / contact@2c2s.fr
2c2s est un centre pluridisciplinaire où sont proposées divers accompagnements, du fitness à la chrononutrition, en passant par les massages et le sport en salle. Des activités en piscine sont proposées telles qu'aqua bike aqua boxing, aqua training pour profiter des bienfaits de l'eau.

MSS 5

ESPACE SPORT ET SANTÉ SOCIÉTÉ - UFOLEP 972

123 rue Aurélie Dicanot, Trénelle Citron, Fort-de-France
0596 63 05 01 / ufolep972@hotmail.com
Portée par l'Ufolep cette maison est fidèle à sa vision du sport à dimension sociale et citoyenne pour répondre aux enjeux actuels d'accessibilité, de santé pour tous, de solidarité et d'engagement.

MSS 6

LE BOOMKER

Immeuble Génédis, ZI La Lézarde, Le Lamentin
0696 99 95 55 / leboomker@gmail.com

Sarah-Emmanuelle Régis, ex-sportive de haut-niveau en fauteuil, a créé cette maison sport santé qui propose des activités de santé à destination plus particulièrement des séniors et des personnes en situation de handicap, pour lesquels l'accès aux terrains sportifs est souvent très difficile.

MSS 8

MAISON SPORT SANTÉ JSF

Capulot I, Morne Pitault, Le François
0696 84 95 29 / benoit.thierry@live.fr
Sé Santé bat tout moun propose un cadre idéal avec des séances de sport, du coaching personnalisé, des conseils en nutrition.

MSS 9

MAISON SPORT SANTÉ

AQUAFORM

Zone de Champigny 97 224 Ducos
0596 68 97 53

secretariat@aqu-form.org

L'eau de mer participe au mieux-être et à la santé : natation, aqua-sport santé, balades aquatiques avec maques-tubas pour découvrir les fonds marins et se libérer l'esprit, ou encore aqua-jogging. Aquaform propose des activités en mer pour retrouver ou maintenir une santé aussi bien mentale que physique.

MSS 10

SPORT ET SANTÉ SUD

MARTINIQUE

Avenue des écoles, Rivière Salée
0696 53 21 41 / sport.sante.72@gmail.com

Avec un planning hebdomadaire de 15 séances d'activité physique «Sport-Santé», l'établissement propose des cours variés destinés à tous les publics, qui pratiquent pour leur bien-être.

MSS 11

AQUATER MAISON SPORT SANTÉ

Quartier Union, Le Vauclin
06 62 89 93 98 / aquater.mss@gmail.com
Aquater déploie une approche globale de prévention et d'accompagnement, combinant activité physique adaptée et éducation aux bons gestes nutritionnels.

MSS 12

SAPHYR

Quartier Mangot Vulcin, route du Vert-Pré, Le Lamentin
0696 70 57 70

saphyr.martinique@gmail.com

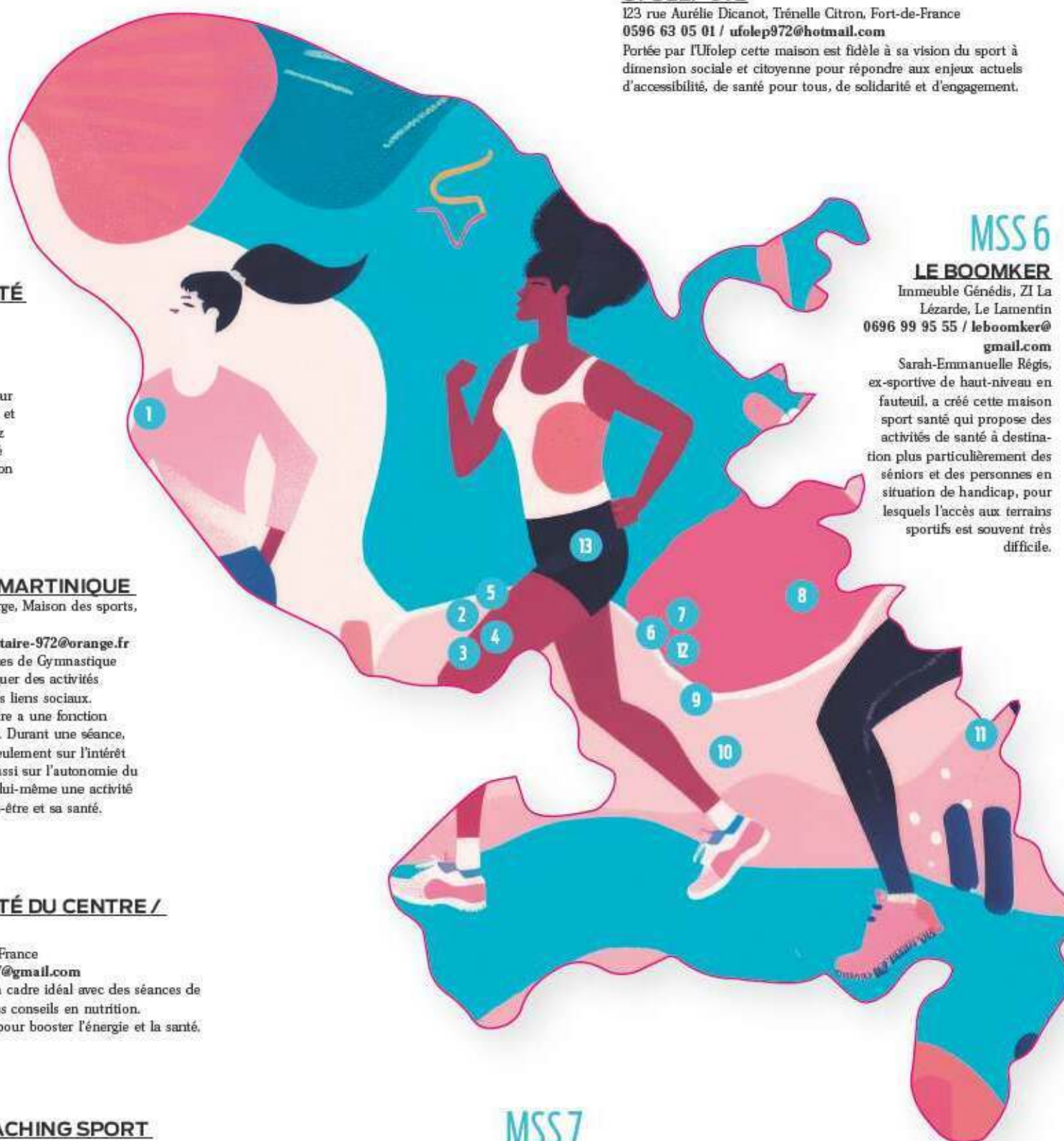
Elle propose depuis fin 2024 un parcours coordonné visant à remettre en activité physique les femmes en situation d'obésité « An ti swé+ » et « Post an ti swé+ ».

MSS 13

MAISON SPORT SANTÉ

« KAY MOUVMAN »

Agora sport, Saint-Joseph
0696 43 79 62 / aapat@hotmail.fr
Intervient en terme de prévention, de rééducation, et de sport sur ordonnance, à tout âge.



MSS 7

MAISON SPORT SANTÉ INSTITUT MARTINICAIS DU SPORT

Quartier Mangot Vulcin, Le Lamentin
0596 38 38 00 / contact@ims.mq
L'Institut Martiniquais Du Sport offre des espaces sportifs intérieurs et extérieurs, accessibles permettant la pratique d'activités variées.

Quand le sport crée du lien dans les territoires !

Actions communales, défis collectifs, événements culturels et sportifs... Partout, des initiatives locales transforment le sport en moment de partage.



Ducos



Vauclin



St-Joseph



Gros-Morne

Vini brenen dikos !

« Notre vini brenen est un événement attendu par la population, explique **Fabienne Mencé, Responsable Animation Territoriale et Politique Sportive à la mairie de Ducos**. Nous avons mis en place cette session sportive et ludique depuis trois ans et nous nous efforçons de la moderniser et de varier sa forme ». Un dimanche par mois à Ducos en effet, il est possible de suivre une séance de fitness façon salsa ou dance hall, animée par la coach et danseuse Vanessa Laigle, en alternance avec d'autres coachs. « Ces activités tout public sont adaptées pour que chacun puisse participer et avoir une activité sport santé. Nous avons eu en avril du fitness bélé avec Youri Rotin, nous avons aussi fait venir un DJ qui a mixé en live pour les participants, c'était très réussi ».

Des éditions nocturnes se tiennent parfois, et les lieux varient également : parcours santé, préau de l'école primaire en cas d'intempérie, stade, piste cyclable. Quant aux activités, elles sont inattendues ! « Nous avons proposé un vini brenen doublé d'une initiation au foot en marchant, ou d'une rando VTT. Nous souhaitons toucher le maximum de personnes. Les gens viennent en famille et apprécient de se retrouver, nous comptons une soixantaine de participants assidus. En fonction des animations, d'autres publics se déplacent. Nous sommes très à l'écoute des demandes de la population pour ces séances ».

Une rando santé entre terre et mer au Vauclin

Créée en 2022, Aquater Maison Sport Santé accueille et informe une population peu sensibilisée à l'activité physique. « Nos éducateurs spécialisés et coachs proposent des activités terrestres et aquatiques », explique **Bilal Harbi, responsable d'Aquater, éducateur spécialisé en APA et maître-nageur en natation santé**. De l'aquagym décliné en training, boxing, douce ou adaptée, de la natation santé, pour le côté aqua, et du pilates, de l'APA, de la marche nordique pour le côté terre... « Notre rôle est de créer une dynamique pour inciter à pratiquer, à bouger parce que c'est la condition d'une bonne santé globale. Ça passe par l'échange, par des activités variées, réalisées en commun, dans la bonne humeur, ce qui garantit une activité pérenne ».

Les activités sportives, ateliers, conférences autour des grands thèmes de santé sont aussi l'occasion de créer du lien social. « Nous réunissons les personnes autour de thématiques qui les touchent, comme la nutrition ou le bien vieillir. Dans cet esprit, nous proposons depuis 2025, une fois par mois, une « rando santé entre terre et mer. Ouverte à tous, adhérent ou non, elle est gratuite. Notre objectif : donner envie de pratiquer une activité physique, tout en découvrant des lieux et en rencontrant d'autres personnes. Nous choisissons des parcours accessibles à tous. » Au mois d'avril, nous avons été suivis par 100 personnes ! ».

À Saint-Joseph, ça « bouge et danse » !

Carine Jeanne-Rose, dite « Krine », elle-même coach sportive et chef de projet a créé le concept précurseur il y a dix ans, à son arrivée au Service des Sports. L'objectif : sensibiliser un public intergénérationnel à la place de l'activité sportive pour maintenir la santé physique et mentale. « Dès la première séance, en juin 2016, nous avons soixante-dix participants. Aujourd'hui, ils sont entre cent et cent vingt, un dimanche matin par mois sur la place des fêtes : c'est gratuit et le succès ne se dément pas ! Les interactions sociales autant que le sport sont les piliers d'une bonne santé, et avec « bouge et danse », nous proposons les deux. Il est important de prendre du plaisir à bouger avec de la bonne musique, c'est la garantie d'une efficacité dans la durée ». Krine trouve sans cesse de nouvelles idées pour faire évoluer le concept et entretenir le niveau d'implication de la population. « Nous instaurons des temps forts, avec du « by-night », pour trois séances annuelles lors de notre anniversaire et pour octobre rose ». « Bouge et danse » a des partenaires comme l'ARS qui soutient le concept dès l'origine. Nous menons également beaucoup d'actions pour la santé, face au diabète, au sida, à l'endométriose et au cancer avec un village autour de « bouge et danse ».



Au Gros-Morne, on boxe santé !

Le contrat local de santé est porté par le CCAS du Gros-Morne. Il décline des activités phares pour inciter la population à avoir une activité physique régulière. « Lancée en 2024 par l'ARS, la caravane sport santé vient d'achever le 30 avril 2026, deux années d'intervention au plus près des habitants, explique **Marcelline Cherchel, coordonnatrice CLS**. Le dispositif est déployé dans les quartiers de Bois Léopard, des jardins du Gros Morne de Rivière Léopard et de Bagatelle afin de proposer des bilans de condition physique, des conseils personnalisés et une orientation vers une activité adaptée. 182 tests de forme ont été réalisés et 21 personnes orientées vers une pratique sportive régulière ».

Depuis avril 2025, des séances de boxe thérapie sont organisées une fois par mois à la résidence Bagatelle à destination des jeunes. « Cette activité ne repose pas sur l'affrontement physique, précise la coordonnatrice. Les exercices se pratiquent exclusivement sur sacs et paos, dans un cadre sécurisé et éducatif. Au-delà de l'activité sportive, le projet vise à favoriser l'épanouissement personnel des jeunes à travers le développement de la confiance en soi, le respect des règles, la maîtrise des émotions et l'apprentissage de l'expression verbale ». Les participants apprennent ainsi à mieux se connaître, à identifier leurs forces et leurs fragilités et à exprimer leurs ressentis avec des mots plutôt qu'avec la violence. « Ici on n'apprend pas à se battre, mais à ne plus ressentir le besoin de le faire ! ».





ars
Agence Régionale de Santé
Martinique



PROS

**UN PARTENAIRE
DE CONFIANCE
POUR VOTRE TRANSITION**

SIMPLIFIEZ VOTRE MISE EN
CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE

SOLUTIONS PRO E-FACTURES

Crédit Mutuel
Antilles-Guyane

Affacturage

TRANSFORMER LA TRÉSORERIE EN LEVIER DE CROISSANCE !

Aux Antilles et en Guyane, l'affacturage est devenu bien plus qu'une solution de financement court terme : c'est un véritable outil de pilotage et de développement pour les entreprises. Jean-David Fourain, directeur régional Antilles-Guyane de **BPCE Factor**, revient sur les atouts d'un accompagnement de proximité au service de leur développement.

Texte Sandrine Chopot



Équipe Martinique (de gauche à droite) : Françoise Guitteaud, Thibaut Massin, Christel Potin, Valérie Brulu

BPCE Factor est implantée aux Antilles et en Guyane depuis plus de vingt ans. Comment cette présence locale influence-t-elle votre manière d'accompagner les entrepreneurs ?

BPCE Factor, la société d'affacturage du Groupe BPCE, est présente aux Antilles et en Guyane. Cette proximité nous permet de bien connaître les réalités économiques de ces trois territoires et de proposer des solutions adaptées à chaque entreprise. Nous privilégions la proximité, des circuits de décision courts et une grande réactivité, trois atouts essentiels lorsqu'un dirigeant doit sécuriser ou renforcer rapidement sa trésorerie. Nous connaissons les spécificités des secteurs clés comme le BTP, le transport ou les services, ainsi que

les délais de paiement parfois plus longs de certaines collectivités. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires bancaires, mais également directement avec les entreprises. Cette proximité se traduit enfin par une relation de confiance durable avec nos clients, de la TPE aux grands comptes.

Les entreprises ultramarines évoluent dans un contexte économique particulier. Quels sont aujourd'hui leurs principaux enjeux de trésorerie ?

La hausse des coûts, les tensions sur les approvisionnements et l'allongement des délais de paiement fragilisent la trésorerie des entreprises,

même lorsqu'elles disposent d'un carnet de commandes bien rempli. Beaucoup doivent financer leur développement, leurs investissements ou leurs fournisseurs avant même d'encaisser leurs factures. L'affacturage apporte une réponse concrète en transformant les factures en trésorerie disponible sans attendre 30, 60 ou 90 jours. Au-delà du financement, nous proposons également la gestion des créances et une assurance-crédit qui protège contre les impayés*. Notre objectif est d'accompagner chaque entreprise avec une solution adaptée à son activité, à ses enjeux et à ses perspectives de développement.

BPCE Factor revendique une gestion 100 % locale avec un interlocuteur unique. Pourquoi est-ce un véritable facteur de différenciation ?

Les dirigeants recherchent avant tout de la proximité, de la simplicité et de la réactivité. Chaque client bénéficie d'un interlocuteur unique qui connaît son activité, son environnement et ses enjeux. Cette relation de confiance permet d'apporter un accompagnement personnalisé et des réponses rapides, à chaque étape de la relation. C'est un fonctionnement qui crée de la confiance et qui nous différencie. Nos clients savent qu'ils peuvent joindre une personne qui les connaît réellement et qui est en mesure de les accompagner dans la durée. Je pense à un entrepreneur guyanais, spécialisé dans le transport scolaire, qui participait à un salon professionnel en Guadeloupe. Il est venu spontanément saluer l'ensemble de notre équipe de gestion à l'agence. Cet exemple, parmi tant d'autres, illustre parfaitement la relation de confiance que nous construisons avec nos clients.

Quels sont aujourd'hui les principaux défis des entreprises martiniquaises ?

Le tissu économique est principalement composé de TPE et de PME qui doivent investir pour soutenir leur croissance, réussir leur transition numérique ou écologique et rester compétitives. L'affacturage peut constituer un levier de développement à plusieurs niveaux. Il permet d'abord de transformer les factures en trésorerie rapidement disponible pour leur permettre de financer les charges, les investissements ou de saisir de nouvelles opportunités de marché. Nous prenons ensuite en charge la gestion du poste clients, les relances et le recouvrement, ce qui permet aux dirigeants de gagner un temps précieux et de se concentrer sur leur activité. Enfin, grâce à notre assurance-crédit, nous sécurisons leur chiffre d'affaires en les protégeant contre le risque d'impayés*.

* Impayés résultant d'une insolvabilité judiciairement constatée dans les conditions prévues contractuellement.



Équipe de Guadeloupe (de gauche à droite) : Dominique Descusse, Karine Adda-Lutin, Jean-David Fourain, Noëlla Mounigadou et Cindy Inseque

Proximité, Expertise, Réactivité

- Plus de **40 ans d'expertise** en affacturage.
- Plus de **20 ans de présence** aux Antilles et en Guyane.
- Une gestion **100 % locale** avec **11 collaborateurs** dédiés au développement commercial et à la gestion.
- **2 agences** implantées en Martinique et en Guadeloupe.
- **97 % de satisfaction client** en Martinique et en Guadeloupe, **100 %** en Guyane en 2025 (Source : Enquêtes téléphoniques réalisées par Skeepers – Moai sur l'année 2025, sur un échantillon de 75 clients BPCE Factor).
- **3 distinctions** : le **Label Excellence Services** récompense la qualité de la relation client, la **Médaille d'Or EcoVadis**, qui distingue l'engagement de BPCE Factor en matière de responsabilité sociétale (RSE), et la certification **Great Place To Work® 2026**, qui témoigne de la confiance de nos collaborateurs et de notre ambition de faire de BPCE Factor une entreprise où il fait bon travailler.

Télécommunications

« LA PRIORITÉ EST DE FOURNIR LE MEILLEUR SERVICE »

Depuis le 1er juillet, Sébastien Aubé a pris la tête de **CANAL+TELECOM**, opérateur sur le marché des outre-mer et filiale à 100 % de CANAL+. Développer, transformer, optimiser... « Ce qui me plaît, c'est de simplifier les problématiques complexes », confie le nouveau directeur général.

Texte Caroline Bablin - Photo Aubane Nesty



Sébastien Aubé, directeur général de CANAL+TELECOM

Avant votre nomination en tant que directeur général de **CANAL+TELECOM**, quel a été votre parcours ?

Ingénieur en télécom de formation, j'ai travaillé pour différents opérateurs, dans l'Hexagone puis aux Antilles pendant quinze ans. Quand j'ai commencé, les télécoms étaient en pleine explosion et l'objectif était la croissance, puis il a fallu transformer et optimiser. J'ai notamment travaillé sur la digitalisation et la simplification des processus de vente. Et cet enjeu de transformation, je l'ai ensuite appliqué pour un éditeur de logiciels de comptabilité qui souhaitait passer de la vente de licences à l'abonnement mensuel. Enfin il y a un an, j'ai rejoint **CANAL+TELECOM** en tant que directeur BtoB. J'ai ainsi eu le temps de découvrir l'entreprise en profondeur, comprendre ses spécificités et son mode de fonctionnement.

Selon vous, quels sont les points forts de **CANAL+TELECOM** ?

Depuis trente ans, nous avons développé une vraie expertise et un ancrage local fort. Surtout, nous sommes le seul acteur qui opère depuis les Caraïbes et la Guyane jusqu'à La Réunion et Mayotte, sous la même entité juridique. C'est la même entreprise, les mêmes équipes. Chacun parle à ses clients, mais derrière, c'est la même team, notamment pour le support technique. Finalement, il y a toujours quelqu'un de réveillé chez **CANAL+TELECOM** pour répondre à un client.

Mais ce qui nous différencie le plus est notre appartenance à **CANAL+**, qui nous permet d'associer une connectivité performante, une marque reconnue et une plateforme de contenus que personne d'autre n'est en mesure d'offrir.

Quelles seront vos priorités ?

La première est de fournir le meilleur service, pour que la connexion soit performante, fiable, et surtout qu'elle se fasse rapidement. Quand vous passez commande sur Internet, vous voulez suivre votre colis et savoir quand vous serez livré. Là, c'est pareil. Quand vous souscrivez un abonnement fibre en boutique, vous voulez savoir quand vous serez connecté. La seconde priorité est de valoriser ce qui fait notre spécificité : la richesse et la qualité des contenus du groupe. La réglementation a changé, nous pouvons

désormais proposer des offres groupées, associant la connexion et l'abonnement aux contenus **CANAL+**.

Enfin, notre objectif est de devenir un partenaire incontournable sur le marché des entreprises. Nous devons anticiper leurs besoins pour aller vers de nouveaux services. Cela va de la cybersécurité à la gestion de réseaux managés, avec des technologies comme du SD-WAN par exemple, en passant par des offres d'hébergement sécurisées et certifiées, des infrastructures fiables et dimensionnées à leurs besoins...

Y a-t-il des spécificités selon les territoires ?

Bien sûr. La Réunion, par exemple, est un marché ultra-dynamique, 96 % du territoire est fibré, alors que la Martinique est un peu en retrait, mais c'est en train de se structurer. Les Antilles sont des marchés insulaires avec une très forte concurrence. L'enjeu est la proximité et la qualité de service. En Guyane, le territoire est beaucoup plus étendu, avec

une population dispersée, les raccordements pour amener la fibre chez le client peuvent être longs et complexes, mais on est sur une bonne dynamique et on va encore renforcer nos équipes sur ce marché. Et puis la Guyane présente des atouts spécifiques car il n'y a ni cyclones, ni tremblements de terre... Ça devient donc un territoire intéressant pour y installer des infrastructures critiques comme un data center.

On vient d'ailleurs d'en ouvrir un - après celui de Guadeloupe - qui nous permet de sécuriser tous nos services et de proposer à nos clients des solutions d'hébergement souveraines et adaptées à leurs besoins.

C'est votre première rentrée en tant que directeur général. Quel message souhaitez-vous adresser à l'ensemble des collaborateurs ?

Depuis un an, j'ai pu voir des équipes passionnées, expertes, attachées à leur entreprise et leur territoire, aussi je souhaite d'abord les remercier pour leur engagement, leur professionnalisme et l'énergie qu'elles mettent chaque jour au service de nos clients. Tous les collaborateurs peuvent être fiers du chemin parcouru depuis trente ans et je compte aussi sur eux pour prendre des initiatives et faire bouger les lignes, car quand on travaille avec des gens compétents, ce serait du gâchis de ne pas leur faire confiance...

« NOUS SOMMES LE SEUL ACTEUR QUI OPÈRE DEPUIS LES CARAÏBES ET LA GUYANE JUSQU'À LA RÉUNION ET MAYOTTE »

Sébastien Aubé,
directeur général de **CANAL+TELECOM**

Protection sociale

CONSTRUIRE UN BTP PLUS ATTRACTIF !

Bien plus qu'une caisse de congés payés, la **CiBTP Antilles-Guyane** protège les salariés, accompagne les entreprises et fait de la protection sociale un moteur de solidarité, d'attractivité et de performance pour le BTP au service des territoires ultramarins.

Texte Sandrine Chopot – Photo Jean-Albert Coopman



Yann Honoré, président de la CiBTP (Martinique)

Au-delà de la gestion des congés payés, la CiBTP Antilles-Guyane, membre du réseau national des douze caisses réunies au sein de CiBTP France, joue un rôle bien plus large dans le quotidien des entreprises et des salariés du BTP. Depuis plus de cinquante ans, cette institution de protection sociale sécurise les parcours professionnels, simplifie les obligations des employeurs et contribue à l'équilibre d'une filière essentielle. Présente en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'ensemble des services est accessible aux salariés et entreprises du secteur installées sur ces territoires.

Grâce à un système mutualisé, les salariés conservent leurs droits, même lorsqu'ils changent d'entreprise, tandis que les employeurs bénéficient d'un dispositif qui facilite leurs démarches et garantit une application homogène des règles sociales. Ce modèle favorise également une concurrence plus équitable entre les entreprises et participe à la lutte contre le travail illégal.

L'innovation sociale en action

Logement, emploi, formation, pouvoir d'achat, avantages sociaux, la CiBTP Antilles-Guyane a développé une offre de services unique au sein du réseau national. Son objectif : apporter des réponses concrètes aux besoins des salariés tout en aidant les entreprises à attirer et fidéliser leurs collaborateurs. Avec Club BTP, les salariés bénéficient gratuitement d'avantages destinés à soutenir leur pouvoir d'achat. Ensemble pour le logement, en partenariat avec Action Logement, facilite leurs parcours résidentiels. La plateforme ALEIS rapproche entreprises et candidats, tandis que La Marque BTP valorise les métiers et renforce l'image de la profession auprès des jeunes.

Cap sur 2030

La CiBTP Antilles-Guyane poursuit sa transformation avec Objectif 2030. Cette feuille de route repose sur une ambition claire : construire une caisse plus proche du terrain, plus cohérente entre les territoires et plus utile aux parcours professionnels.

Sept orientations guident cette évolution : proximité, simplification, innovation numérique utile, gouvernance agile, attractivité des métiers, responsabilité environnementale, et préservation d'une culture humaine et solidaire. Le numérique n'a pas vocation à remplacer la relation humaine, il permet, au contraire, de dégager davantage de temps pour le conseil, l'écoute et l'accompagnement des entreprises comme des salariés.

Face aux défis d'attractivité, de transition et de renouvellement des compétences, la CiBTP Antilles-Guyane mise sur l'agilité et l'innovation pour accompagner la transformation du BTP et contribuer à des territoires plus résilients et durables.

3 questions à Yann Honoré, président de la CiBTP de la Martinique

QUELS SONT LES DÉFIS MAJEURS À RELEVER POUR LE BTP MARTINICAIS ?

Le premier défi est de redonner de la visibilité aux entreprises grâce à une commande publique mieux programmée et à des projets qui se transforment rapidement en chantiers. Nous devons également préserver la trésorerie des TPE-PME, former et attirer de nouveaux talents, tout en faisant de la rénovation, de la transition énergétique et de l'adaptation aux risques naturels de véritables moteurs d'activité.

QUELLES SONT VOS PRIORITÉS POUR PRÉPARER L'AVENIR ?

Notre priorité reste de garantir les droits des salariés et d'assurer aux entreprises un service fiable, simple et de proximité. Nous avons aussi souhaité aller plus loin, avec « La Caisse chez vous », le partenariat avec Action Logement, le Club BTP et la Marque BTP. L'objectif est clair : accompagner les entreprises, améliorer le quotidien des salariés et renforcer l'attractivité de la filière.

À QUOI RESSEMBLERAIT UN BTP PLUS FORT EN 2030 ?

Un BTP plus fort serait un secteur disposant d'une vision pluriannuelle, porté par des entreprises locales solides et des compétences renouvelées. Il serait plus innovant, plus durable et mieux adapté aux réalités de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane. Surtout, il offrirait aux jeunes de réelles perspectives et contribuerait pleinement à l'emploi, au logement et à la résilience de nos territoires.

PUBLI-COMMUNIQUÉ

La médiation, une autre manière d'aborder les différends

Alliance Médiation accompagne celles et ceux qui souhaitent évaluer si la médiation peut répondre à leur situation. L'association en promeut une pratique éthique, fondée sur le dialogue.



Frédérique Cospar, présidente d'Alliance Médiation

Pourquoi la médiation est-elle aujourd'hui si nécessaire ?

Frédérique Cospar, présidente d'Alliance Médiation : Notre société traverse des périodes de fortes tensions où les positions se durcissent et où le dialogue devient parfois difficile. La médiation offre un espace d'écoute où chacun peut exprimer son point de vue et participer à la recherche d'une solution. Fondée sur l'autonomie des personnes, la dignité des parties et la responsabilité relationnelle, elle redonne aux personnes le pouvoir d'agir et de construire elles-mêmes une issue apaisée et durable.

Dans quels cas faire appel à Alliance Médiation et pour quel accompagnement ?

Nous intervenons lorsqu'un différend ne peut plus être résolu par les personnes elles-mêmes. La médiation peut concerner les conflits familiaux ou successoraux, désaccords entre associés, tensions au travail, conflits de voisinage ou différends entre bailleurs et locataires. Le premier échange permet d'apprécier si la médiation constitue une démarche adaptée. Lorsqu'elle est engagée, elle se déroule dans un cadre neutre, impartial et confidentiel. Le médiateur veille au respect de ce cadre et accompagne les personnes dans leurs échanges, sans prendre parti ni décider à leur place.

La médiation reste encore peu connue. Quelles idées reçues faut-il déconstruire ?

La plus fréquente consiste à la confondre avec une thérapie ou une procédure judiciaire. Ce n'est ni l'une ni l'autre. C'est une démarche structurée, conduite par un médiateur impartial, pour travailler autrement le différend. On pense aussi qu'il faut déjà être d'accord pour engager une médiation. C'est précisément lorsqu'il existe un désaccord qu'elle prend tout son sens. Enfin, beaucoup pensent qu'il est trop tard lorsque le conflit dure depuis longtemps. Pourtant, une situation n'est pas nécessairement figée. Proposer une médiation peut déjà modifier la manière dont chacun envisage la suite, même avant qu'une médiation ne commence effectivement.

Des permanences sont prévues dans les communes ainsi qu'une participation à la Semaine nationale de la médiation, du 10 au 18 octobre 2026.



Alliance Médiation
0696 600935
alliancemediation.fr
alliancemediation972@gmail.com



CALENDRIER

Demain, 9 heures

La discussion que vous redoutez
Demain à 9h00

Ce soir, vous tournez les phrases dans votre tête. Vous imaginez le pire.

C'est terminé.

Vikl, l'assistant IA des managers, entraîné par des experts des relations humaines.

Pour **préparer**, **comprendre** et **agir avec justesse** dans toutes les interactions du quotidien.

DÉCOUVREZ VIKL



TÉLÉCHARGEZ VIKL GRATUITEMENT



Entrepreneuriat

DEUX PARCOURS INSPIRANTS

Lancé en 2018, le dispositif Femmes Entrepreneuses s'inscrit dans le programme Hello Women du groupe **Orange** et accompagne chaque année des créatrices d'entreprises dans la tech en France et en Outre-mer. Pour cette 8^e édition, deux Martiniquaises rejoignent le programme, témoignant de l'engagement d'Orange en faveur de l'égalité et de l'entrepreneuriat féminin.

Texte Sandrine Chopot – Photo Jean-Albert Coopman



Lauren Boniface, fondatrice de Saint Art 700

QUAND L'ART ENTRE DANS L'ENTREPRISE

Pour Lauren Boniface, l'art n'est pas seulement une expression culturelle : c'est un atout stratégique pour les entreprises. Fondatrice de Saint Art 700, elle accompagne les organisations qui souhaitent renforcer

leur attractivité, développer leur singularité et créer des expériences clients porteuses de sens en intégrant l'art et la culture au cœur de leur stratégie. Une conviction nourrie par plus de douze ans d'expérience en stratégie marketing entre le Royaume-Uni et la Caraïbe.

L'agence imagine des expériences culturelles sur mesure : leasing d'œuvres d'art, sélection d'artistes, expositions, vernissages, rencontres et animations. « L'objectif est de créer des passerelles durables entre le monde économique et les acteurs de la création caribéenne », explique-t-elle. L'une de ses réalisations les plus marquantes reste une exposition réunissant huit artistes caribéens au sein d'une entreprise martiniquaise. « Beaucoup nous ont confié qu'ils n'auraient jamais imaginé assister à un vernissage sur leur lieu de travail », précise-t-elle.

Oser se lancer

Lauréate du dispositif Femmes Entrepreneuses d'Orange, Lauren Boniface bénéficie d'un accompagnement personnalisé qui l'aide à structurer son développement. « Les formations, notamment HEC Stand Up, nous permettent d'affiner notre modèle économique, notre stratégie commerciale et notre positionnement. C'est un accélérateur de développement très précieux », ajoute-t-elle. Son ambition est claire : bâtir un écosystème associant conseils, plateforme e-commerce, vernissages et communauté de collectionneurs afin de faire de l'art un levier stratégique au service des entreprises, tout en créant des liens durables avec les artistes. Son message ? « Il faut oser se lancer et persévérer. Les réseaux sociaux montrent souvent la réussite, beaucoup moins le chemin pour y parvenir. »

<https://www.saintart700.com/>

« LE DISPOSITIF FEMMES ENTREPRENEUSES CONSTITUE UN FORMIDABLE ACCÉLÉRATEUR »

Peggy Paviot-Narcisse

LE PARI D'UNE SECONDE VIE

Biens anciens dégradés, successions en attente, rénovations complexes, financements difficiles à mobiliser... Aux Antilles-Guyane, de nombreux patrimoines immobiliers restent inexploités malgré leur potentiel. Pour répondre à ces enjeux, Peggy Paviot-Narcisse crée KATIKIA en février 2024, une agence d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'ingénierie de projets immobiliers dédiée à la préservation, la transformation et la valorisation du patrimoine bâti. Après plus de trente ans dans l'ingénierie financière et l'accompagnement de projets publics et privés, Peggy Paviot-Narcisse choisit de se réinventer. Passé 55 ans, elle reprend des études en architecture d'intérieur et en design d'espace avant de lancer son entreprise. « Le plus grand défi a été d'oser franchir le cap après une longue carrière salariée », confie-t-elle. Une reconversion qui lui permet aujourd'hui de mobiliser ses compétences financières, patrimoniales et techniques au service de projets immobiliers à forte valeur ajoutée.

Structurer les projets, créer de la valeur

KATIKIA accompagne les particuliers, les investisseurs, les professionnels et les collectivités à chaque étape de leurs projets : diagnostic patrimonial, étude d'opportunité, définition d'une stratégie, recherche de financements, conception et aménagement des espaces, accompagnement des travaux et coordination des intervenants. Son ambition ? « Transformer les contraintes liées aux biens anciens, aux successions ou aux rénovations complexes en opportunités de création de valeur, d'investissement et d'embellissement des territoires ».

Grandir avec Orange

Le dispositif Femmes Entrepreneuses constitue un formidable accélérateur pour l'agence. Formations, mentorat, échanges avec des experts et mise en réseau permettent à sa fondatrice de structurer le développement de l'entreprise tout en rompant



Peggy Paviot-Narcisse, fondatrice de KATIKIA

l'isolement souvent ressenti par les entrepreneures. « Lors de mon pitch, j'ai présenté un outil numérique évolutif destiné à fluidifier le parcours client. L'intelligence artificielle doit faciliter la collecte et la synthèse des besoins, aider à structurer les préconisations et permettre, à terme, de déployer notre méthode dans d'autres territoires ultramarins », conclut-elle.

<https://katikiacconceptcom.odoo.com/accueil>

Travailleurs indépendants

ANTICIPER SA RETRAITE POUR MIEUX EN PROFITER

Qu'on soit commerçant, artisan ou agriculteur, la retraite est un sujet qu'il faut aborder tôt pour éviter les déconvenues. Et l'épargne retraite ouvre un levier fiscal encore méconnu. Explications avec Olivier Petro, pilote des processus commerciaux chez Assurance Outre-Mer.

Texte Caroline Bablin — Photo Jean-Albert Coopmann



Olivier Petro, pilote des processus commerciaux chez Assurance Outre-Mer

« La retraite ? C'est encore loin ! » Pourtant, c'est aussi la promesse de retrouver enfin du temps pour soi, ses projets, sa famille, ce voyage qu'on remet toujours à plus tard... Encore faut-il avoir les ressources financières pour le faire !

« Selon l'Insee, un ancien travailleur indépendant perçoit en moyenne 1 180 euros de pension par mois, contre 1 540 euros pour l'ensemble des retraités. Chez les exploitants agricoles, ce chiffre descend même à 810 euros. Pourtant, ce n'est pas le signe d'une mauvaise gestion de leur part », note Olivier Petro. Ce sont les régimes de retraite qui sont différents. Alors que les salariés cotisent à un régime de base et à une complémentaire obligatoire, ce n'est pas le cas des indépendants, artisans et agriculteurs. D'où l'intérêt d'anticiper.

Optimiser l'effort d'épargne

Concrètement, il s'agit de se constituer une épargne retraite. Le plan d'épargne retraite, le PER, est le cadre prévu pour cela : on verse quand on veut, le montant qu'on veut, et les sommes versées se déduisent du revenu imposable, dans une limite annuelle. Une partie de l'effort est reprise sur l'impôt. Les agriculteurs bénéficient même d'un avantage méconnu : leurs versements réduisent aussi l'assiette de leurs cotisations sociales. Leur comptable ou leur centre de gestion saura le chiffrer. Selon le chiffre d'affaires et la régularité des revenus, très variables dans l'agriculture, les solutions

diffèrent. « Les outils de simulation et la bonne connaissance des mécanismes fiscaux permettent d'optimiser l'effort d'épargne, note Olivier Petro. On a l'habitude de voir son assureur pour sa voiture, sa santé, la protection de ses proches... Et bien souvent, le sujet de la retraite n'est jamais abordé. Le dernier trimestre est pourtant le bon moment : on a déjà une idée de son chiffre d'affaires, et toute décision prise avant le 31 décembre compte pour l'exercice en cours. »

Deux choses utiles pour évaluer sa situation

Un ordre de grandeur de ses revenus. Surtout s'ils varient d'une année sur l'autre.

Une envie. « Un projet, même vague, même lointain, c'est par là que commence la vraie conversation », note Olivier Petro.



TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Et si votre prochain projet était votre retraite ?

Vous travaillez dur aujourd'hui pour vos clients, vos proches, vos ambitions.

Anticipez dès maintenant pour profiter pleinement demain.



ÉPARGNE RETRAITE (PER)

Préparez votre avenir en toute sérénité.



AVANTAGES FISCAUX

Un effort d'épargne qui peut aussi alléger votre fiscalité.



ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ

Des experts à vos côtés, localement.



PARLONS-EN.

Le premier rendez-vous est sans engagement.



www.assurance-outremer.com



accueil@assurance-outremer.fr

MARTINIQUE

☎ 0596 10 65 30

Fort-de-France • Rivière-Salée • Sainte-Marie

GUADELOUPE

☎ 0590 69 60 97

Les Abymes • Basse-Terre • Le Moule



EXPERTISE LOCALE
en Martinique
et en Guadeloupe



SOLUTIONS ADAPTÉES
à votre activité
et à vos besoins



ACCOMPAGNEMENT HUMAIN
Une relation durable
et de proximité

Assurance Outre-Mer
<https://assurance-outremer.com>
accueil@assurance-outremer.fr

Martinique Fort-de-France •
Rivière-Salée • Sainte-Marie
0596 10 65 30

Guadeloupe
Les Abymes • Basse-Terre • Le Moule
0590 69 60 97

QUI CROIT EN NOS IDÉES **(ET LES FINANCE) ?**

L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL ULTRAMARIN DÉBORDE D'ÉNERGIE. SELON LA NOTE D'ANALYSE ANNUELLE DE LA BPI, LES RÉGIONS D'OUTRE-MER ONT BÉNÉFICIÉ, EN 2025, D'UNE DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE EN CROISSANCE ET EN ACCÉLÉRATION : LES ÉVOLUTIONS ANNUELLES SONT SUPÉRIEURES À 10%*. POURTANT, UN OBSTACLE PERSISTANT EMPÊCHE TROP SOUVENT LE PASSAGE À L'ÉCHELLE : L'ACCÈS AUX CAPITAUX.

* Source : Observatoire de la création d'entreprise. « La création d'entreprise en France en 2025 ». Note d'analyse annuelle, juin 2026



DE 500 À 15 000 €

LE MICROCRÉDIT PROFESSIONNEL

Solution de financement prévu pour les personnes qui ne peuvent obtenir un crédit bancaire classique en raison de faibles revenus et/ou d'une situation de précarité sociale.



Sylvie Zélateur, conciergerie médicale ADM's services

CRÉER SON ENTREPRISE SANS ACCÈS AU CRÉDIT BANCAIRE CLASSIQUE RESTE UN OBSTACLE POUR DE NOMBREUX PORTEURS DE PROJETS. DEPUIS PLUS DE 35 ANS, L'ASSOCIATION POUR LE DROIT À L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE (ADIE) LEUR DONNE LES MOYENS DE SE LANÇER GRÂCE À DES MICROCRÉDITS PROFESSIONNELS POUVANT ATTEINDRE 15 000 EUROS ET À UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ.

L'Adie défend une conviction forte : chacun, même sans capital, même sans diplôme, peut devenir entrepreneur. Elle s'appuie sur un réseau de salariés et de bénévoles présents partout en France, y compris en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane. En 2025, l'Adie a prêté 181 millions d'euros à plus de 30 000 entrepreneurs. Au total, 30 971 microcrédits professionnels ont été accordés, permettant de financer 18 098 créateurs d'entreprise et de contribuer à la création de 21 718 emplois. Derrière ces chiffres, se cachent autant de femmes et d'hommes qui ont pu créer leur activité malgré un refus bancaire. Voici quelques-uns de leur parcours. Conversations avec Sarah Balay

« Acheter le véhicule indispensable à mon activité »

Sylvie Zélateur, 55 ans, gérante de ADM'S Services Conciergerie, en Guadeloupe

« Après de nombreuses années comme aide-soignante à l'hôpital dans l'Hexagone, puis en Guadeloupe, j'ai constaté des manquements dans la prise en charge des patients, notamment sur le plan humain. Je ne retrouvais plus le sens que je donnais à mon métier. La crise sanitaire a marqué un tournant. Faisant partie du personnel suspendu, je suis restée presque sept mois sans salaire et j'ai tout perdu. Après ma rupture conventionnelle, fin 2022, j'ai bénéficié de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE). C'est durant cette période que j'ai intégré une couveuse d'entreprise pour structurer mon projet. En septembre 2025, j'ai créé une conciergerie paramédicale et médicale destinée à faciliter le parcours de soins des patients. Un concept innovant que j'ai d'ailleurs fait breveter. Pour me lancer, j'avais besoin d'un véhicule nécessaire

aux besoins de la société et des clients, mais aussi d'un fonds de roulement. Après ces mois très difficiles, ma situation financière ne me permettait pas d'obtenir un prêt bancaire. L'Adie m'a alors accordé un microcrédit de 8 000 €, en décembre 2025. Il m'a permis d'acheter un véhicule d'occasion et de démarrer l'activité, en février 2026, dans de bonnes conditions. L'association a été sensible à l'impact social de mon projet sur le territoire. Les prix que j'ai remportés lors des concours CréAdie Antilles-Guyane 2026 et 101 Femmes entrepreneures ont aussi, sans doute, renforcé la crédibilité de ma démarche.

Concrètement, mon rôle est celui d'une assistante personnelle de santé : je coordonne les rendez-vous, les démarches administratives ainsi que les échanges avec les médecins et les familles. J'interviens auprès de tous les publics, à l'exception des enfants. Ce sont toutefois principalement les familles, les aidants, les personnes âgées, celles qui se trouvent temporairement en situation de handicap qui font appel à ma structure. J'apporte un soutien rassurant à celles et ceux qui n'osent plus ou pas se rendre seules à leurs consultations ou à l'hôpital. C'est cette dimension humaine qui me motive au quotidien. Je compte aujourd'hui une quinzaine de clients, grâce au bouche-à-oreille. La prochaine étape est de trouver un local et d'embaucher trois personnes afin de poursuivre mon développement tout en conservant la qualité de l'accompagnement. Sans ce premier microcrédit, j'aurais peut-être fini par y arriver, mais cela m'aurait pris beaucoup plus de temps. »



Magalie Blanquin, gérante de Corail Esthétique



« Développer mon institut de beauté étape par étape »

Magalie Blanquin, 39 ans, gérante de Corail Esthétique à Saint-Joseph (Martinique)

« L'Adie m'a fait confiance et j'ai fait confiance à l'Adie... Tout a commencé en 2009. Après deux années de salariat dans un institut de beauté, je n'éprouvais qu'une seule envie : devenir ma propre patronne. Lorsque j'ai décidé de créer mon entreprise, je n'ai pas envisagé un instant de frapper à la porte d'une banque. Je suis allée directement à l'Adie. Selon moi, c'était plus simple et moins contraignant. Grâce à un premier microcrédit de moins de 5 000 €, j'ai pu acheter une table de massage, des appareils pour les soins et l'épilation, ainsi que les produits nécessaires pour démarrer sereinement. J'ai commencé à proposer des prestations à domicile : soins du visage, épilation, ongles, massages, etc. J'intervenais principalement sur Fort-de-France et ses alentours. J'ai exercé ainsi plusieurs années. Mais à force d'être constamment sur la route, il est devenu de plus en plus difficile de concilier mon activité avec ma vie de famille. J'ai alors ressenti le besoin de me poser dans un lieu fixe.

En 2017, après mon déménagement à Saint-Joseph, j'ai trouvé un local et j'ai sollicité un 2^e microcrédit de 8 000 €. Il a financé les travaux, le mobilier, le matériel, tout en me laissant une petite trésorerie. Cette évolution m'a permis d'embaucher une salariée en 2018, qui travaille toujours à mes côtés. Quelques années plus tard, j'ai souhaité franchir une nouvelle étape en m'installant dans un local plus grand. C'est tout naturellement vers l'Adie que je me suis à nouveau tournée. En 2022, un 3^e microcrédit de 8 000 € a pris en charge les travaux, l'achat du matériel nécessaire à l'aménagement de quatre cabines fermées. C'était important pour moi d'offrir un meilleur confort à ma clientèle.

Aujourd'hui, je vis de mon activité et mon prochain objectif est de créer un centre de formation en esthétique dans une pièce encore inoccupée de l'institut. Sans l'Adie, j'aurais certainement créé mon entreprise mais je n'aurais sans doute pas évolué aussi rapidement. J'aurais probablement continué à exercer à domicile plus longtemps, le temps d'économiser pour financer chaque étape. Leur confiance m'a donc été très précieuse. »

« Relancer mon parcours d'entrepreneur »

Xavier Monduc, 47 ans, créateur des marques d'huiles et de sauces pimentées Boom Shaka Wizz et Mamichou, en Guadeloupe

« Le premier microcrédit obtenu auprès de l'Adie, en 2018, m'a permis de transformer une ancienne boutique de téléphonie en restaurant snack, à Basse-Terre : le Old's Cool Café. Les 4 738 € ont surtout servi à financer les deux mois et demi de travaux nécessaires pour mettre le local aux normes, ainsi que l'achat de mobilier et d'une partie du matériel. Je percevais alors l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE). Je n'avais donc pas suffisamment de bilans pour convaincre une banque de me suivre. Les portes se fermaient les unes après les autres et l'Adie s'est présentée comme la solution. Au-delà du financement, j'ai découvert un véritable accompagnement. Le suivi, la proximité et la relation de confiance font toute la différence. L'Adie accepte de soutenir des personnes qui ne présentent pas toutes les garanties exigées par les établissements bancaires, à condition que le projet soit solide. Malheureusement, le restaurant n'a pas eu le temps de se consolider. Quelques mois plus tard, la crise Covid a frappé de plein fouet le secteur. En 2021, l'Adie m'a accordé deux nouveaux microcrédits de 4 000 € puis de 3 000 € qui ont permis d'apurer mes dettes de loyer

et de repartir sur un nouveau projet. Car, durant cette crise sanitaire, j'ai commencé à développer une recette d'huile pimentée. Après la fermeture du restaurant, j'ai repris un emploi salarié dans la restauration afin de retrouver un revenu stable, tout en développant ma marque Boom Shaka Wizz le soir et le week-end. Mais rapidement promu manager, je disposais de moins en moins de temps pour faire avancer mon projet. À 47 ans, je me suis dit que si je ne le faisais pas maintenant, je ne le ferais probablement jamais. J'ai donc démissionné, en août 2024, pour m'y consacrer pleinement.

Aujourd'hui Boom Shaka Wizz est dédiée aux produits fumés boucanés distribués en épicerie fine. J'ai également créé une seconde marque, Mamichou, en hommage à ma mère, avec un positionnement différent (sauces originales) et une distribution plus large auprès d'autres points de vente. Je viens d'obtenir un 4^e microcrédit de 6 000 € pour un nouveau projet, encore confidentiel. Le matériel est déjà acheté et ma banque est désormais prête à m'accompagner. Avec le recul, je vois le microcrédit comme une impulsion. Ce ne sont pas des sommes qui règlent tout, mais elles permettent de débloquer une situation et de lancer une dynamique. Ensuite, c'est à l'entrepreneur d'utiliser ces fonds intelligemment. Le microcrédit, c'est souvent le coup de pouce qui permet d'aller plus loin. »



Xavier MONDUC fondateur des marques Boom Shaka Wizz et Mamichou et président de Capsicum Caraïbes



Noémie Dudit, créatrice d'Ebéno Bwa

« 3 800 euros pour fabriquer quatre toilettes sèches »

Noémie Dudit, 38 ans, créatrice d'Ebéno Bwa, en Guyane

« Avant de créer mon entreprise, j'ai connu plusieurs vies professionnelles. En 2010, lorsque je suis arrivée en Guyane avec mon CAP d'ébénisterie, j'ai rapidement trouvé un emploi dans une entreprise de menuiserie. Mais les contraintes physiques du métier ont fini par avoir raison de ma santé. J'ai développé un syndrome du canal carpien, reconnu comme maladie professionnelle, et j'ai été licenciée pour inaptitude en 2015. J'ai bien essayé de me reconverter. J'ai passé plusieurs permis professionnels (poids lourds, super poids lourds, chauffeur routier...) et multiplié les expériences dans différents secteurs. Mais je ne trouvais jamais vraiment ma place.

En 2020, en pleine crise sanitaire, j'ai décidé de repartir de ce que je savais faire, mais autrement. J'ai créé une entreprise tournée vers la menuiserie durable, avec la fabrication de toilettes sèches et de composteurs. Au départ, je proposais principalement de la location pour l'événementiel. Mais les manifestations n'étaient pas assez nombreuses, j'ai donc cherché un débouché plus pérenne et identifié les besoins du secteur du BTP. Pour répondre à cette demande,

je devais fabriquer quatre cabines supplémentaires. C'est à ce moment-là que je me suis tournée vers l'Adie. Elle a cru en mon projet et m'a accordé, fin 2024, un microcrédit de 3 800 €, montant nécessaire pour l'achat des matériaux (bois, panneaux, etc.). Les premiers contrats sont arrivés très vite, grâce au bouche-à-oreille surtout. Au total, depuis la création de mon entreprise, j'ai fabriqué huit toilettes sèches mobiles (TSM) destinées aux chantiers, dont deux ont été vendues à un client. Pour l'événementiel, j'ai également réalisé trois TSM, ainsi que deux toilettes sèches et une extension PMR intégrées à une caravane sanitaire.

Désormais, je peux continuer à développer mon activité sur mes fonds propres. Sans ce microcrédit, j'aurais certainement fini par fabriquer ces cabines, mais une par une. J'aurais travaillé en permanence dans l'urgence, avec le risque de ne pas pouvoir répondre à la demande. 3 800 € peuvent sembler modestes, mais ils ont fait toute la différence. Ils m'ont permis de structurer mon activité, de gagner en sérénité et de franchir un cap. C'est exactement à cela que doit servir un microcrédit : financer l'essentiel pour permettre à un projet de décoller. »



EN CHIFFRES

D'après le rapport d'activité Antilles-Guyane 2025 de l'Adie.

Nombre d'entrepreneurs financés (en moyenne ou en 2025) : **3 034** entrepreneurs financés sur l'ensemble de la Région, dont **2 395** entreprises et **639** activités informelles.

Montants globaux alloués (par territoire) :

- Guyane : **4 636 767,59 €**
- Martinique : **8 962 301,12 €**
- Guadeloupe : **6 901 688,63 €**
- Saint-Martin : **2 235 333,20 €**

Soit un total de **22 736 091 €** injecté dans l'économie des Antilles et de la Guyane.

DE 3 000
À 90 000 €



LE PRÊT D'HONNEUR

Il peut être accordé à tout type d'entreprise. Certains secteurs d'activités, comme l'exportation, l'agriculture, la pêche et aquaculture, la promotion ou la location immobilière ou l'intermédiation financière, sont exclus du dispositif.

EN 2025, INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE (IMA) A ACCORDÉ 75 PRÊTS D'HONNEUR ET 57 GARANTIES BANCAIRES, PERMETTANT DE MOBILISER PLUS DE 3,3 MILLIONS D'EUROS DE FINANCEMENTS BANCAIRES AU PROFIT DES ENTREPRENEURS MARTINICAIS. L'ASSOCIATION A AINSI CONTRIBUÉ À LA CRÉATION OU AU MAINTIEN DE 175 EMPLOIS SUR L'ÎLE. 3 QUESTIONS À MICHAËL ALMON, CHARGÉ DE MISSION CHEZ INITIATIVE MARTINIQUE ACTIVE.

Propos recueillis par Floriane Jean-Gilles

En tant que membre du réseau Initiative France, vous accordez des prêts d'honneur. Comment ce dispositif fonctionne-t-il ?

Nous intervenons aussi bien au moment de la création ou de la reprise d'une entreprise que lors de sa phase de développement. Pour le prêt d'honneur Création-Reprise, le montant peut atteindre 25 000 €, et jusqu'à 20 000 € pour le prêt d'honneur IMA Relance. Dans les deux cas, il s'agit de prêts à la personne accordés à taux zéro. Lors d'une création, le prêt d'honneur permet de constituer l'apport personnel de 20 à 25 % quasi systématiquement exigé par les banques. Ces prêts sont remboursables sur une durée allant jusqu'à 7 ans, avec un différé possible pouvant atteindre 6 mois. Dans le cadre d'une création ou d'une reprise, les fonds servent principalement à financer les investissements de démarrage, les travaux d'aménagement ou à renforcer la trésorerie.

Vous adossez également à votre offre la garantie de prêt bancaire France Active. Quel est son rôle ? La garantie de prêt constitue un véritable filet de sécurité pour les banques : c'est un outil d'aide à la décision qui nous permet de partager le risque avec elles. Pour le porteur de projet, elle présente l'avantage majeur de limiter, voire d'exclure la caution personnelle.

Lorsqu'un porteur de projet sollicite un financement bancaire, Initiative Martinique Active (IMA) peut ainsi se porter garante jusqu'à 50 000 € en phase de création, en couvrant 50 à 80 % du montant du prêt selon le profil.

En cas de défaillance de l'entreprise, la banque active notre garantie. Sa force réside dans son attribution : contrairement à d'autres organismes comme Bpifrance, dont l'analyse intervient au moment du sinistre, la garantie France Active est définitivement acquise dès sa validation par notre comité d'engagement, sans réinstruction ultérieure.

Voilà 10 ans que les conventions de garantie ont été signées avec les banques, quel bilan tirez-vous ?

Le bilan est très positif : nous sécurisons de mieux en mieux les projets. Les personnes disposant de peu de ressources sont le cœur de cible d'Initiative Martinique Active. La garantie France Active permet ainsi d'éliminer ces points discriminants (financiers et sociaux). De plus, grâce au schéma délégataire mis en place avec nos partenaires bancaires, les banques peuvent positionner directement cette garantie et nous orienter les profils identifiés. Chaque projet bénéficie ainsi d'une triple expertise : celle de la banque, celle de notre instructeur et celle du jury en comité d'agrément.

2 PRINCIPAUX RÉSEAUX NATIONAUX

Le montant du prêt d'honneur varie en fonction du réseau qui l'accorde :
- Entre 3 000 à 50 000 euros pour Initiative France ;
- De 15 000 à 50 000 euros (30 000 à 90 000 euros pour les projets de développement structurant) pour Réseau Entreprendre.
Son remboursement s'étale sur une durée de 1 à 7 ans. Source : Bpifrance

2 PLATEFORMES À CONNAÎTRE

LA FABRIK DES ENTREPRISES

Lancée en 2024, la Fabrik des entreprises est un guichet unique d'orientation et de suivi personnalisé par lequel tout porteur de projet doit passer pour obtenir un accompagnement. Co-construit par GDI et 30 structures d'accompagnement locales, ce dispositif s'inscrit dans le programme territorial d'accompagnement des entreprises financé par la CTG et le Feder. À travers une plateforme numérique et un réseau de partenaires locaux (BGE Guyane, CCI Guyane, Les Premières, etc.), la Fabrik permet aux porteurs de projet d'accéder à un suivi sur-mesure. Grâce à un système d'algorithmes, la plateforme redirige le porteur de projet vers une structure d'accompagnement dédiée aux besoins de son projet. En simplifiant l'accès aux ressources et en renforçant la mise en réseau des acteurs économiques, ce dispositif contribue à dynamiser l'entrepreneuriat guyanais.

ZÉT WAL

Le réseau Zetwal est né en 2018. Initié pour simplifier le parcours des entrepreneurs locaux, Zetwal agit comme un guichet virtuel unique. Il fédère l'écosystème de la création et du développement d'entreprise en Martinique afin d'éviter que les porteurs de projets ne se perdent dans la multiplicité des interlocuteurs. Il répertorie les structures d'orientation et de financement locales (Chambres consulaires, pépinières, couveuses, technopôle, associations de financement). Il regroupe l'ensemble des dispositifs financiers disponibles sur le territoire et centralise les ateliers, formations, concours et événements de networking entrepreneurial organisés sur l'île. En partenariat avec Bpifrance, la plateforme propose également un outil de suivi pas à pas pour construire son business plan et solliciter des conseils d'experts.



NOMBRE DE CRÉATIONS D'ENTREPRISES, EN 2025

En Guadeloupe : 9 147 entreprises,
un nombre en hausse de
+ 11,8 % par rapport à 2024.

En Martinique : 8 104 entreprises,
+ 10,8 % par rapport à 2024.

En Guyane : 3 966 entreprises,
+ 12 % par rapport à 2024.

Source : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Guadeloupe/en Martinique/en Guyane. Fiche statistique pour l'année 2025. Bpifrance Création, février 2026.



DU LOVE MONEY AU SMART MONEY

Le love money est, pour de nombreux entrepreneurs, un passage obligé. Il désigne l'argent apporté par le cercle de proches (famille, amis, relations) pour financer le démarrage d'une entreprise. C'est généralement la toute première source de financement externe à laquelle fait appel un entrepreneur, en phase de recherche et développement.

Le smart money désigne l'argent apporté par des investisseurs. Il s'agit de combiner le financement à un accompagnement stratégique (M&A, ingénierie financière, conseil en gestion), donnant aussi accès à un réseau de partenaires institutionnels et économiques locaux et internationaux.

DE 5 000 À 50 000 €

[LES BUSINESS ANGELS]

Particuliers qui entrent au capital de l'entreprise



ILS N'EXISTENT PAS QUE SUR LE PLATEAU TÉLÉVISION DE « QUI VEUT ÊTRE MON ASSOCIÉ ? », SUR M6 ; DES CHEFS D'ENTREPRISE OU SIMPLES PARTICULIERS QUI SOUHAITENT INVESTIR LOCALEMENT POURRAIENT FAIRE LA DIFFÉRENCE. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE OU SOCIÉTAL POURRAIT ENCOURAGER CHACUN À REGARDER D'UN ŒIL NOUVEAU SON ÉCOSYSTÈME DE PROXIMITÉ ET À Y PARTICIPER DIRECTEMENT. AU NIVEAU NATIONAL LE RÉSEAU DE BUSINESS ANGELS ENCOURAGE ET STRUCTURE CES MISES EN RELATIONS, UNE ASSOCIATION CRÉÉE EN GUYANE VEUT JOUER CE RÔLE SUR NOS 3 TERRITOIRES. INTERVIEW AVEC JEAN-CHRISTOPHE LALEU, PRÉSIDENT DE BUSINESS ANGELS GUYANE. Texte

Mathieu Rached

Qui peut devenir un business angel ?

C'est avant tout un particulier, généralement entrepreneur ou ancien cadre supérieur à la retraite, avec des capitaux personnels, et qui souhaite diversifier ses placements en investissant dans des sociétés non cotées, et plutôt des startups. Autrement dit, c'est quelqu'un qui est capable de prendre des risques (celui de perdre son argent) et d'investir dans des projets avec un retour sur investissement potentiel x10, x100... À côté de cette définition très anglo-saxonne du business angel, il existe une dimension à ne pas sous-estimer notamment sur nos territoires ultramarins, celle d'investir son argent dans des projets qui ont un certain sens davantage qu'ils ne rapporteront.

Ça signifie investir dans une entreprise qui n'aura pas la trajectoire de croissance d'une startup ?

C'est-à-dire que, par exemple, vous pourriez choisir d'investir dans la boulangerie d'à côté, parce qu'en habitant dans un endroit, on peut avoir envie que ce commerce essentiel et de proximité nous ressemble, qu'il ressemble aux gens du territoire, à la culture territoriale, et qu'il ne s'agisse pas d'un produit industriel importé tel quel d'ailleurs. Donc, il y a des gens qui sont susceptibles d'investir dans des projets, pas forcément pour la rentabilité, mais pour avoir des produits qu'ils souhaitent avoir à disposition près de

chez eux. Bien sûr, ils ne veulent pas perdre d'argent, mais ils savent qu'ils se positionnent sur des projets à potentiel financier restreint.

On peut donc devenir business angel pour diverses raisons et à différentes hauteurs d'investissement ?

Absolument et c'est l'une des vocations de Business Angels Guyane : informer les acteurs du territoire et encourager les entreprises à structurer leur business, leur plan d'action, et à s'entourer des professionnels compétents pour pouvoir se présenter ensuite à des investisseurs privés potentiels de différentes envergures. Avant de faire les mises en relation, l'association assure une étape de filtre pour identifier les projets qui ont du sens et un avenir.

Sur quels critères les évaluez-vous ?

Nous sommes deux cofondateurs avec de nombreuses années d'expertise et le réseau qui va avec. Dans mon activité professionnelle, je dirige un cabinet conseil en stratégie organisation, spécialisé dans les TPE et PME. Autrement dit, je monte des boîtes tous les jours depuis 20 ans, principalement dans la tech à Paris et depuis 5 ans ici, en Guyane, dans différents secteurs (construction, BTP, etc.). Abhinav Agarwal est, lui, également entrepreneur et formateur, spécialiste de l'innovation par les contraintes.

Beaucoup d'entreprises sont-elles financées de la sorte aux Antilles-Guyane ?

L'association a permis de concrétiser 10 accords pour un montant total d'à peu près 100 000 euros investis par des particuliers. On est toujours en phase de démarrage et de pédagogie auprès des porteurs de projets comme des investisseurs. Les gens nous contactent et prennent des informations, et chaque mois nous nous déplaçons avec la CCI dans une nouvelle ville pour des réunions d'information avec l'ensemble de l'écosystème d'accompagnement aux créateurs d'entreprise. À terme, d'ici quelques mois, constituer un pool d'adhérents aux Antilles-Guyane permettra de leur faire bénéficier du réseau national, en ouvrant l'investissement à des financeurs d'Hexagone par exemple et aussi en ciblant des investisseurs experts (alimentation, santé, cosmétique, etc.) pour des entreprises guyanaises spécialisées dans ces domaines.

Informations : <https://guyaneangels.org>

Interviewé en décembre 2025, Daniel Hierso, président d'Outre-mer Network, regrettait qu'il n'existe « que trois fonds d'investissement privés opérationnels pour l'innovation dans les Outre-mer (CAOMIE Elevation capital, Smalt et Amazon Invest) ». Un nouveau venu devrait renforcer ce trio à partir du mois d'octobre : depuis deux ans, en étroite collaboration avec Outre-mer Network, la DGOM, la Banque des Territoires, la société de gestion INCO travaille en effet à la création d'un fonds d'investissement dédié aux Outre-mer.

À côté des 4 acteurs principaux, des microfonds d'investissements ont pu échauffer des solutions de financement et d'accompagnement décisives pour des startups locales. Tremplin Capital, défini comme un « investisseur dans l'égalité des chances », oriente ainsi son soutien vers des modèles de startups à fort impact économique dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), notamment en Outre-mer. Tout est parti de Malia Metella, guyanaise et ex-championne olympique qui a délaissé les bassins de natation pour dénicher des startups « imaginées depuis un OPV et qui s'engagent à avoir un impact positif sur la société et la planète ». Avec des dotations de 30 000 € à 100 000 €, le microfonds d'investissement a déjà servi au pré-amorçage de huit entreprises dont Crowdaa, à La Réunion, dont l'interface aide les non-développeurs à fabriquer une application à gérer seuls, ou encore SmartBiotic, la startup martiniquaise fondée par Mathieu Raad. En 2021, anesthésiste réanimateur au CHUM, celui-ci met au point un logiciel d'aide à la prescription antibiotique en bactériologie pour les deux premiers jours d'hospitalisation, « un outil très pointu, de niche, qui faisait défaut dans notre pratique quotidienne », explique-t-il. Après avoir remporté, en 2022, le Prix Start BPI / KPMG au concours Innovation Outre-Mer



Malia Metella, Daniel Hierso et Alice Bonhomme-Biais.

(IOM), son projet séduit conjointement Tremplin Capital et des investisseurs québécois qui, ensemble, réalisent une levée de fonds de 200 000 € pour SmartBiotic. La somme permet à l'aventure de se lancer concrètement, « suivie de près par Daniel Hierso qui fut celui qui permit le closing du deal avec Tremplin capital », raconte Mathieu Raad, insistant sur le rôle joué par le président d'Innovation Outremer. « Il a intimement à cœur que les startups réussissent et il est très direct, ce qui vous fait gagner du temps et de la maturité. » Quatre ans plus tard, SmartBiotic poursuit sa croissance et change de dimension. Fort d'une seconde levée de fonds de 1,2 million en décembre 2025, Mathieu Raad vise la rentabilité dans un an, avant de recommencer un cycle pour aller chercher le marché américain avec d'autres montants issus de fonds d'investissement.

Texte Mathieu Rached



DE 30 000 À 100 000 €

[LES MICROFONDS D'INVESTISSEMENT]

Pour permettre une levée de capitaux qui serviront au pré-amorçage des entreprises.

bonfilon

by **EWAG**
OCTOBRE 2026

N°3

COMPRENDRE
LE MARCHÉ DU TRAVAIL
AUX ANTILLES-GUYANE

Dans votre magazine d'octobre,
retrouvez le livret bonfilon by Ewag
dédié à l'emploi.

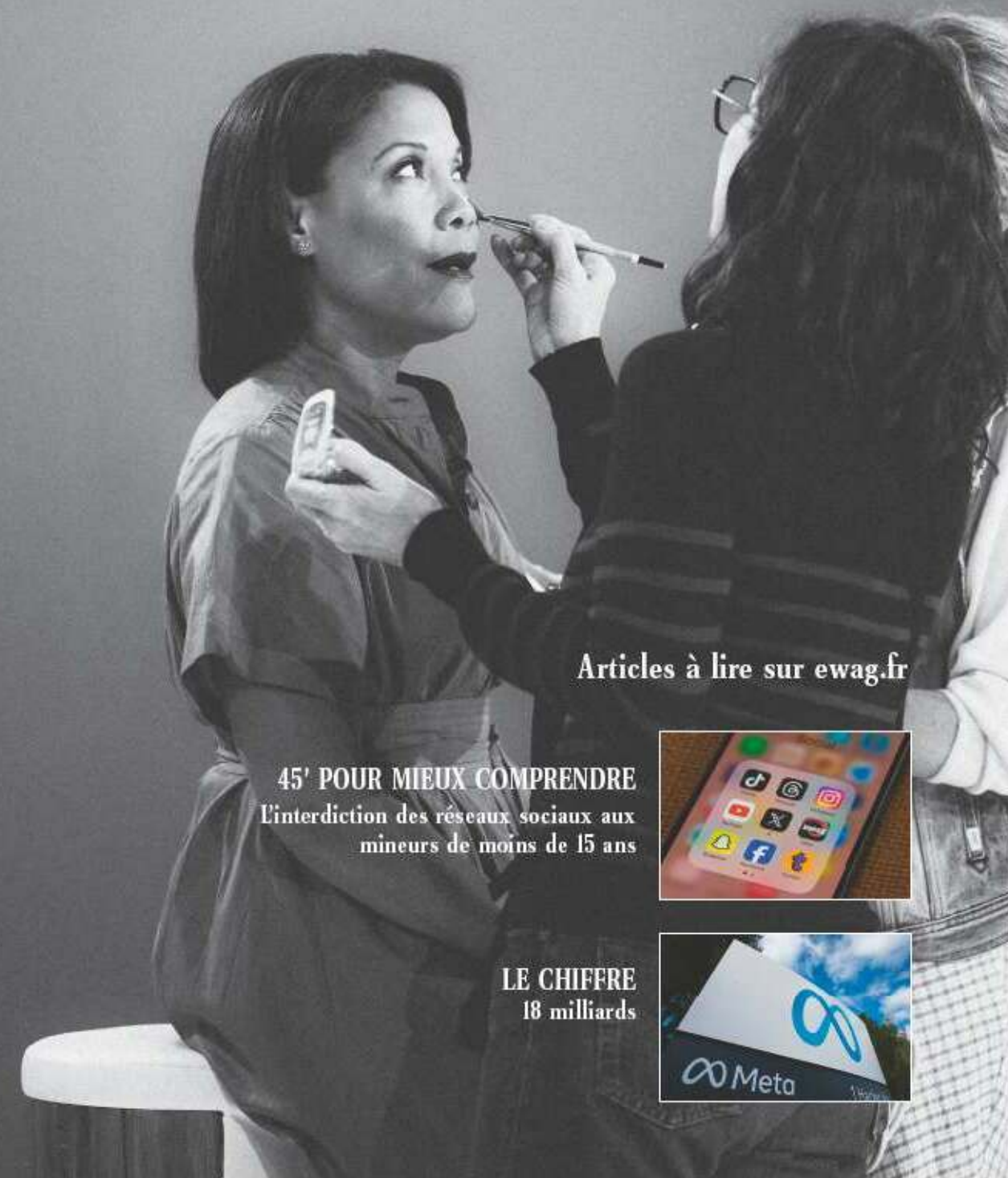


Édition de mai dernier

/ ALTERNATIVES AU SALARIAT /
/ ADAPTER SON PROFIL AU TERRITOIRE /
/ CRÉER SON RÉSEAU /
/ TRAVAILLER SON PERSONAL BRANDING /
/ LES CHIFFRES CLÉS DE L'INSTALLATION /



LES YEUX DU MÉDIA



Articles à lire sur ewag.fr

45' POUR MIEUX COMPRENDRE
l'interdiction des réseaux sociaux aux
mineurs de moins de 15 ans



LE CHIFFRE
18 milliards



© Aubane Nesty



EN SEPTEMBRE SON FILS RENTRERA EN 4^E, ET ELLE REPRENDRA LE CHEMIN DES STUDIOS POUR LA 3^E SAISON DE C PAS SI LOIN. DE SES ANNÉES DE COLLÉGIENNE À SAINT-JOSEPH DE CLUNY, EN MARTINIQUE, KARINE BASTE A CONSERVÉ LA VALEUR DE L'EXIGENCE. ELLE EN USE AUJOURD'HUI ENCORE AVEC DÉTERMINATION AUX COMMANDES DE SON ÉMISSION, OÙ ELLE DÉPLACE CHAQUE JOUR L'ATTENTION DU PUBLIC DE FRANCE 5 SUR LES OUTRE-MER, DANS UN FORMAT OÙ COEXISTENT RÉALITÉ SOCIÉTALE, CONTEXTE GÉOPOLITIQUE ET SOLUTIONS LOCALES. RENCONTRE AVEC UNE JOURNALISTE INSULAIRE DEVENUE FIGURE NATIONALE.

« Je voulais être Anne Sinclair »

Propos recueillis par Mathieu Rached - Photo Aubane Nesty

Que reprenez-vous de votre première partie de carrière, sur le terrain, avec Martinique La lère ?

Le contact ! Travailler comme journaliste sur une île, ça apprend avant tout le contact et la proximité. En fait, on se rend compte qu'à l'échelle de l'insularité, l'information ne peut pas exister hors sol. Et que tout ce qu'on va constater, annoncer, raconter (un fait divers, un événement climatique, une fermeture d'entreprise...) a des conséquences immédiates sur les gens et parfois même sur des personnes qu'on connaît personnellement.

Ça représentait donc une certaine responsabilité en tant que jeune journaliste diplômée et de retour au pèyi ?

(Rire) Oui et ça oblige à une rigueur immense dès le début ! On se rend bien compte que ce qu'on fait est vu, lu et entendu tout de suite par des personnes réelles, des gens que je croisais dans la rue juste après, au quartier du coin, à la Galleria... Prendre conscience très vite du rôle et de l'impact de notre métier fut une vraie chance et quelque chose de très formateur pour moi.

Vous êtes partie étudier dans l'Hexagone à tout juste 18 ans et vous avez commencé à travailler à votre retour à 21 ans. C'était une évidence le retour au pèyi ?

J'avais extrêmement envie de revenir chez moi, c'était comme une nécessité je dirais. Et puis, je considérais aussi que le territoire où j'avais grandi méritait de partager ce que j'avais appris. Donc oui, après ma dernière année à Nice et un stage à Cannes TV, je suis revenue sans même me poser de questions.

Mais vous saviez dès le départ que vous reviendrez en Martinique ou c'est venu à la fin de vos études ?

C'était l'évidence dès la première année !

Parce qu'en réalité, quand on part à plus de 7 000 km de son domicile à même pas 18 ans, le pays vous manque tellement qu'on n'a qu'une envie pour après, c'est revenir. La question ne se posait même pas. Les deux années suivantes, je me suis un peu plus interrogée, et je me suis laissée un peu porter par le vent. Et puis, quand j'ai terminé et qu'il a fallu chercher un stage, je savais que j'allais rentrer chez moi.

Vous avez souvent cité votre admiration, enfant, pour la journaliste Anne Sinclair*. Avez-vous eu d'autres modèles qui vous ont marquée ?

Plusieurs, oui. Au collège d'abord où les personnes qui m'inspiraient étaient celles qui essayaient de nous élever, de nous dire que l'exigence ce n'était pas une punition mais que c'était nous apprendre à donner le meilleur de nous-mêmes. Je me rappelle ainsi de mes professeurs d'anglais et d'histoire, Mme Jérôme et Mme Beauroy Eustache, toutes deux très exigeantes (sourire) et qui m'ont marquée. Ensuite, il y a eu Serge Bilé que je regardais présenter le Journal télévisé tous les jours. Le JT m'a toujours beaucoup inspirée, sans doute parce que mes parents le regardaient du matin au soir et l'écoutaient en radio du matin au soir... Ça coulait en quelque sorte dans mes veines sans que je ne m'en rende compte. Et puis, il y avait effectivement l'émission du dimanche soir, 7 sur 7, où Anne Sinclair, avec cette rigueur, ce sourire, cette pertinence, incarnait à mes yeux LA femme, la réussite et la fiabilité. C'était à elle que je voulais ressembler.

Et aujourd'hui, pensez-vous qu'à votre tour vous êtes devenue une sorte de modèle pour les jeunes Antillais et les jeunes Ultramarins ?

C'est très difficile comme question... Parce que quand on aime ce qu'on fait, qu'on le fait avec passion, on a du mal à se rendre

compte de ce qu'on peut dégager, de ce qu'on peut inspirer. En revanche, ce qui est certain, c'est que lorsqu'une jeune ultramarine ou un jeune ultramarin vient me dire « Je ne savais pas qu'une femme qui me ressemble pouvait faire ce métier », « Je ne savais pas qu'une femme qui venait de 7 000 kilomètres pouvait présenter un jour le 20h à Paris », là forcément je mesure la responsabilité qui est la mienne. Car si, dans mon histoire, en tant qu'enfant et ado, ça ne m'a pas manqué d'avoir quelqu'un qui me ressemblait dans sa couleur de peau, ses traits ou ses origines je me rends compte que ça manque aux jeunes d'aujourd'hui. Et si, à travers moi, ces jeunes-là peuvent croire en leur chance, c'est une responsabilité qui me rend fière.

Avec le rendez-vous quotidien de C pas si loin sur France 5, vous embrassez une grande variété de sujets sur les Outre-mer. Quel est celui dont vous êtes la plus fière ? C'est très difficile de répondre parce que c'est l'info dans sa globalité qui amène à la compréhension du monde. Je citerais un des sujets de fin de saison où nous sommes revenus sur les enfants de la Creuse et sur le Bumidom (ma mère est passée par le Bumidom), des moments de notre histoire commune que nos jeunes ne connaissent pas encore aujourd'hui. Or, ce sont des histoires de vie très réelles, elles expliquent des parcours, des comportements, des réticences et des attentes. Ça touche profondément à l'être humain, à notre histoire commune de France, qu'elle soit hexagonale ou ultramarine.

Dans l'information, ce qui compte c'est donc toujours l'humain ?

En tout cas, elle y est forcément liée et, c'est cette dimension qui va toujours m'habiter, me toucher plus profondément. Ça vaut pour mieux comprendre notre histoire et notre place en tant que peuple, comme pour des sujets de société, notamment la question des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants, dont on détourne souvent le regard parce que l'insularité impose plus qu'ailleurs le silence. Ce sont des thématiques qui sont très, très, très importantes à mes yeux.

À quoi ça sert le journalisme ? À changer le monde ?

Ça sert à rétablir une présence. Ça sert à faire exister le récit collectif, empêcher en tout cas que le récit collectif ne disparaisse.

Ça ne sert pas seulement à informer, ça sert à comprendre, à faire exister l'histoire et les personnes. Parce que les gens, ce n'est pas uniquement les influenceurs qu'on voit sur YouTube et sur Instagram, c'est aussi la grand-mère de 85 ans dans un village reculé d'Outre-mer ou dans une cité en banlieue parisienne qu'on va voir dans notre émission.

Et dans cette logique-là, c'est quoi l'impact de C pas si loin ?

Il faudrait poser la question à ceux qui nous regardent. Ce qui est certain, c'est que nous sommes la seule émission dans le paysage audiovisuel français, à dégager 26 minutes quotidiennes sur l'Outre-mer. Il n'y a d'ailleurs que dans l'audiovisuel public qu'on peut voir ça. Et il est très important, de se rappeler que la France ne s'arrête pas au périphérique parisien ni à l'Hexagone, qu'il y a des France multiples. Les Marseillais ne sont pas comme les Bretons, ils ne fonctionnent pas de la même façon, tout comme les Ultramarins ne sont pas comme les Français continentaux. Il me semble capital de connaître nos diversités culturelles, traditionnelles, historiques... C'est ce qui permet de comprendre le pourquoi d'aujourd'hui et de construire le comment de demain.

Ce qui donne à votre émission une vocation pédagogique et citoyenne ?

Il y a de ça oui. Parce qu'il faut connaître notre histoire commune pour appréhender certaines questions sociétales (comme l'immigration, par exemple). Et parce que nos territoires sont souvent aux avant-gardes de pas mal de choses, en termes de biodiversité, de climat, de lutte contre des maladies, à l'instar du chikungunya, de la dengue, du zika transmis par le moustique tigre qui envahit désormais le sud de la France.

On comprend que l'impact de C pas si loin est étroitement lié à celui d'un « service public » ?

Oui, absolument ! En dépit des propos de la commission du député Charles Alloncle il y a quelques mois, l'audiovisuel public, c'est clairement et factuellement l'unique endroit où on peut consacrer 26 minutes au surendettement aux Antilles, 26 minutes à l'immigration à Mayotte, 26 minutes à la mémoire de l'esclavage, au fond marin du Pacifique ou aux langues régionales ! C'est le seul endroit où on va parler de tennis,

autant que de pétanque, et autant que de yole martiniquaise. Je veux dire, nulle part ailleurs, dans le paysage audiovisuel français, on ne parle des Outre-mer, on ne propose 60 sports différents ; nulle part ailleurs, on ne va proposer de l'accompagnement scolaire durant une crise sanitaire ; nulle part ailleurs, on ne va suivre des concerts. Je le dis de façon très factuelle, on est les seuls à faire une place aussi complète à nos réalités, qu'elles soient culturelles, sportives, sociétales, politiques... Sur le marché audiovisuel, les chaînes privées vont produire des contenus qui sont rentables, le service public produit des contenus qui sont nécessaires. On n'est pas là pour faire de l'audience, on est là pour être utile.

Vous mettez, chaque soir, des solutions et projets développés dans les Outre-mer. Comment les sélectionnez-vous et comment réalisez-vous cette veille, depuis Paris ?

C'était l'objectif de cette émission dès le départ : décrypter l'actualité, selon la ligne éditoriale de France 5, et toujours proposer des solutions. Donc, dans le sujet qui suit le grand format, on essaye de mettre en lumière une solution. Par exemple, après un grand format sur la pollution plastique dans l'atmosphère dans l'Océan Indien, Mayotte et la Réunion, nous avons rencontré des élèves du lycée Schœlcher en Martinique qui ont été distingués pour la mise au point d'une solution pour dépolluer l'eau. Pour réussir ces mises en lumière quotidiennes, nous avons la chance d'avoir énormément de monde mobilisé. Edenpress, qui produit l'émission, dispose d'un vivier de quelque 70 journalistes répartis sur la planète. Ce sont des journalistes qui sont à la fois dans les territoires ultramarins, mais aussi les territoires voisins de nos territoires français. Donc on est autant en Martinique qu'au Venezuela, autant à la Réunion qu'à Madagascar.

Plus vous en parlez, plus on comprend que votre métier relève aussi d'un engagement à la fois personnel et citoyen. Absolument, c'est une passion et une conviction permanente ! Je fais les choses par passion, il faut que ça m'anime, et c'est d'ailleurs ce que je dis à mon fils tous les jours « quel que soit le métier que tu choisiras, il faut que tu l'aies dans tes tripes ! » (rire)



La passion, ça suffit pour devenir Karine Baste ?

(Rire) Non. Quels que soient son domaine et son rêve, la rigueur et l'esprit critique sont tout aussi indispensables. C'est l'autre grand enseignement que je valorise auprès de mon fils et des jeunes en général. Dès qu'il me pose une question, je lui dis, « toi, qu'est-ce que tu en penses ? » et ensuite on en parle, je lui donne mon avis, on vérifie, on fouille... À l'heure de l'accélération de nos vies et des fake news, douter, vérifier, s'interroger et apprendre à se faire une idée par soi-même sont les choses les plus importantes qu'on puisse transmettre à la jeunesse. Et avant de faire les gros titres, c'est l'essence même du journalisme.

*Journaliste phare des années 1980 et 1990, chaque dimanche soir, elle interviewait en face-à-face les personnalités et hommes politiques les plus en vue.

L'ODYSSÉE GÉOSTATIONNAIRE

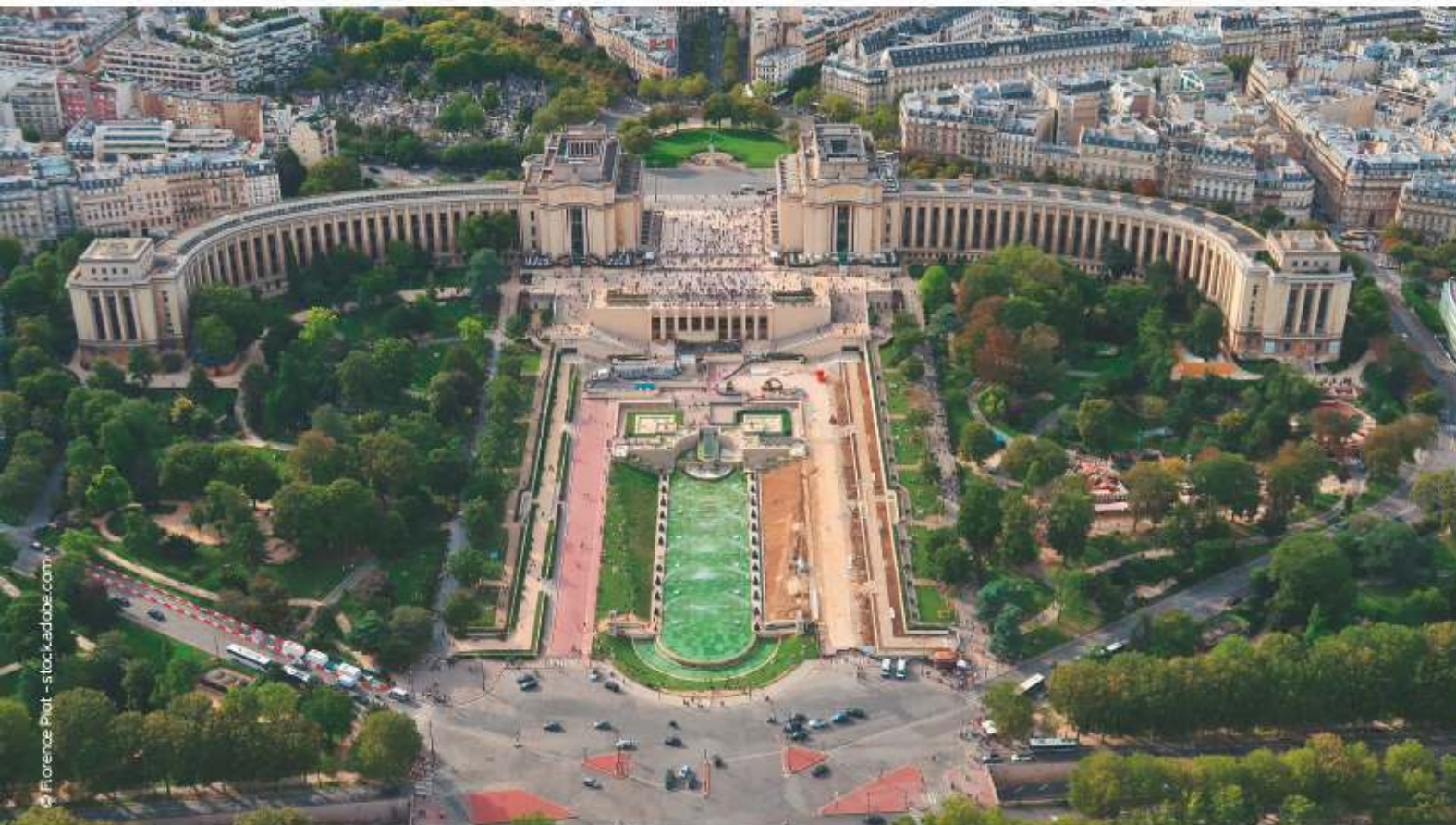
Une fusée qui décolle de Kourou, la routine. Ariane 6 qui réussit à positionner un satellite en orbite géostationnaire, une première. En permettant au satellite météo qu'elle emportait de se positionner à 36 000 km de la Terre, Ariane 6 a démontré, le 27 août, de sa compétence pour un type de mission qu'elle n'avait encore jamais réalisée. Un succès technique salué, et un atout commercial stratégique pour le groupe européen qui pourra répondre à une gamme plus large de missions et conforter l'accès autonome de l'Europe à l'espace, toujours depuis la Guyane. *MR*

Décollage du lanceur Ariane 6 pour le vol VA270 en zone de lancement n°4 (ZL4) du Centre spatial guyanais, le 27 août 2026. Cette mission a permis de placer sur l'orbite de transfert géostationnaire (GTO) le satellite météorologique imageur MTG-I2.
© CNES/ESA/Arianespace-ArianeGroup/Optique Vidéo CSG/S Martin, 2026

UN MONUMENT AUX VIVANTS

PARIS, TROCADÉRO : ALORS QUE LE CHANTIER VIENT TOUT JUSTE DE COMMENCER, LE FUTUR MÉMORIAL NATIONAL DES VICTIMES DE L'ESCLAVAGE S'APPRÊTE À REDESSINER LE PAYSAGE DE LA CAPITALE. CONÇU COMME UN VASTE JARDIN DE 5 000 M², LE MÉMORIAL A ÉTÉ PENSÉ POUR ÉPOUSER PARFAITEMENT LA TOPOGRAPHIE DES LIEUX, SUIVANT LES MÉANDRES D'UNE ANCIENNE RIVIÈRE, ENTRE DIALOGUE ET DÉAMBULATION.

Texte Floriane Jean-Gilles



Vue aérienne panoramique sur la place du Trocadéro, le Palais de Chaillot et les jardins du Trocadéro (Paris)

« C'est un jardin mémoriel. C'était la commande, ce n'est pas nous qui l'avons inventé. Et ça signifie quelque chose. Ce n'est pas un objet, ce n'est pas un monument, c'est un lieu. Et précisément, ce

lieu est un jardin qui, d'ailleurs, vient s'installer dans un jardin qui préexiste. C'est en ceci qu'il est exceptionnel », confie Michel Desvigne, paysagiste, qui signe, avec Philippe Prost, le projet lauréat.

Quand le 22 décembre 2023, Philippe Vigier, alors ministre délégué chargé des Outre-mer et Anne Hidalgo, maire de Paris, lancent l'appel à candidatures de maîtrise d'œuvre pour la réalisation

La couleur comme fil conducteur

Chacun des 5 territoires représentés (la Guadeloupe, Saint-Martin, la Martinique, la Guyane et la Réunion) est associé à une couleur : le vert, le violet, le bleu, l'orange et le rouge. Loin de se limiter à des choix purement esthétiques, la palette chromatique du Mémorial a été pensée de manière chorale pour guider le visiteur dans le vaste jardin. L'idée des panneaux de couleur a été suggérée par le premier graphiste qui a travaillé sur le projet, Pierre di Sciullo, puis affinée par l'équipe de l'atelier graphique Écouter pour voir, qui a pris le relais. Les nombreux tests qui ont été réalisés avec l'entreprise chargée de réaliser ces plaques, Empreintes, ont permis d'affiner les nuances. La lave émaillée est une pierre de lave d'abord traitée, afin d'imprimer dessus, puis cuite. La cuisson entraîne une variation de la couleur, contrairement à une impression standard. « On est complètement dans un procédé artisanal. Il faut faire des échantillons pour s'assurer que les couleurs que nous avons choisies sur nos écrans, celles de nos nuanciers et le rendu sur la plaque émaillée soient identiques. Cela suppose d'affiner les dosages, progressivement, pour arriver au plus près de la gamme qu'on voulait avoir. On est vraiment dans l'artisanat, dans le bon sens du terme et dans la noblesse de faire avec les matériaux organiques que sont la lave et l'émail », détaille Martin Malte, directeur artistique du studio Écouter pour voir. Ce nuancier trouve ensuite sa déclinaison dans la bande fleurie imaginée par l'équipe de Michel Desvigne.

du projet de Mémorial, c'est en effet un élément essentiel. Il invite « à proposer des projets de jardin faisant honneur aux "nouveaux libres", par respect pour ceux qui ont trop longtemps été relégués à l'oubli ». Philippe Prost, architecte du Mémorial international de Notre Dame de Lorette et du Mémorial de Bobigny, reconnaît là le caractère singulier du projet. « Je me suis dit, se souvient-il, là c'est un autre sujet, parce que ce n'est pas un monument aux morts, c'est un monument de naissance à la citoyenneté pour 215 000 personnes. »

Le jardin dans le jardin

Nous sommes sur la colline de Chaillot, dans le 16^e arrondissement de Paris. Elle est occupée par le Palais de Chaillot, construit à l'occasion de l'Exposition internationale de 1937

et offre une vue imprenable sur la Tour Eiffel. Entre les deux ailes du bâtiment, le Parvis des libertés et des droits de l'homme, est inauguré un soir de juin 1985 par François Mitterrand. Une dalle est scellée au sol. Elle comporte l'inscription « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », d'après l'article 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, en souvenir du 10 décembre 1948, le jour où le texte a été ratifié dans ce même Palais de Chaillot. En contrebas de cette esplanade du Trocadéro, s'étalent deux jardins à l'anglaise sur 10 hectares. C'est ici, sur l'un des sites les plus touristiques de Paris, qu'il a fallu imaginer un jardin mémoriel, un « lieu de calme et de recueillement », souligne Carla Greco, directrice de projet au sein de l'agence Michel Desvigne Paysagiste. « Il se trouve



Palette de couleurs qui distingue les 5 territoires



Essai d'impression sur plaque de lave émaillée



Un jardin dans le jardin. Mémorial national des victimes de l'esclavage, Paris Michel Desvigne paysagiste, Philippe Prost, architecte / AAP



Vue en coupe du chemin des noms

© Michel Desvigne Paysagiste

qu'il y a, à cet endroit-là, une rivière artificielle qui préexistait, la rivière suisse, poursuit Michel Desvigne. Elle m'a profondément inspiré, quand on était sur place. Je me suis dit que nous pourrions utiliser physiquement cette rivière. Elle matérialise l'idée d'un parcours, d'un écoulement, d'un itinéraire, d'un voyage presque... L'inspiration était donc de faire du jardin un territoire deltaïque, qui jouerait avec les ramifications de la rivière. On trouvait que c'était une belle structure métaphorique et de façon plus pragmatique, les tresses alluviales y coulent, à cet endroit, selon des pentes assez faibles. Cela nous permettait aussi d'avoir des parcours qui soient accessibles aux personnes à mobilité réduite. » Il a ainsi fallu adapter le projet aux contraintes du site, car si les zones de rivière sont des zones presque à plat, la colline de Chaillot présente des pentes parfois supérieures à 8 %. « La complexité du terrain a rendu le travail numérique moins précis. Nous sommes retournés plusieurs fois sur site pour affiner les maquettes que nous avions

présentées au concours, explique Philippe Prost. On voulait se rendre compte de la façon dont on percevait les choses sur place. On a alors tendu des fils entre des piquets, pour figurer les courbes et les contre-courbes. C'était indispensable. Et d'ailleurs, Michel Desvigne et son équipe ont considérablement modifié les tracés des chemins à cette occasion-là. C'est un projet qui tient beaucoup à sa qualité d'exécution, à sa matérialité et à la stratégie d'accord avec le contexte : son sol, sa topographie, sa perspective. C'est pour cette raison que Michel Desvigne a pris la décision de ne pas toucher au sol, on ne creuse pas, on se pose sur l'existant. C'est le jardin dans le jardin. » Le végétal est une des composantes essentielles, c'est le lien qui tient tout ensemble. Le jardin se compose d'un cordon arbustif persistant qui garantit sa structure toute l'année et crée la continuité visuelle. « Cette végétation ligneuse, dans les tons vert foncé, permet de créer des perspectives et des variations dans la perception des différents cheminements. La

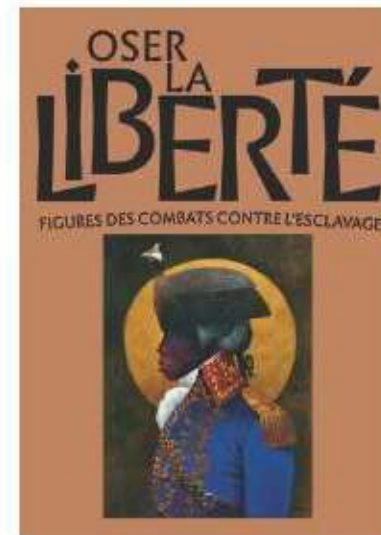
dimension paysagère est confiée à une rive de fleurs, qu'on appelle, dans nos documents, la bande fleurie. En tête des panneaux, sur une largeur d'1,50 m, sera disposée une bande de plantes vivaces et ornementales, selon une palette de 4 couleurs : bleu, orange, rose, rouge orangé, associée aux couleurs des panneaux. Le jardin prend ainsi toute son ampleur », précise Carla Greco.

La tectonique des plaques

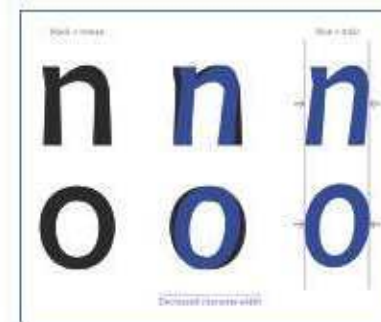
Au cœur du jardin, des centaines de panneaux colorés en pierre de lave émaillée seront déployés en éventail le long des cheminements. Les prénoms et noms de famille des nouveaux libres seront inscrits dessus en lettres blanches. « On a pensé qu'on pouvait utiliser la lave pour plusieurs raisons, détaille Philippe Prost. D'abord en hommage aux territoires volcaniques précédemment cités. Et dans cette dimension symbolique s'est immédiatement imposé un impératif de pérennité. Les panneaux doivent résister aux intempéries, mais aussi aux dégradations

3 infos sur le caractère typographique

1. La police de caractères choisie pour le Mémorial s'appelle « Infini ». Créée par Sandrine Nugue, c'est une police libre de tous droits, donc accessible à tous, idéale pour un monument public.
2. Le catalogue d'exposition *Oser la liberté*, paru en 2023, a été une source d'inspiration. Cette même police y était utilisée.



3. Le contraste entre ces différentes variantes, du light au bold, offre un confort de lecture et a permis, à l'époque, d'envisager plusieurs techniques d'inscription. En effet, pendant la phase concours, on ne savait pas encore comment allaient être réalisés les panneaux de noms. La police « Infini » permettait donc d'avoir une souplesse dans le procédé utilisé.

L'île des esclaves sans nom. Mémorial national des victimes de l'esclavage, Paris
Michel Desvigne paysagiste, Philippe Prost, architecte / AAPP

© adago 2025

éventuelles. Malheureusement, nous devons aussi penser à cela. Il se trouve que le choix de ce matériau est également un clin d'œil à l'histoire de Paris. En effet, les premières plaques signalétiques des rues de Paris ont vu le jour du temps du préfet Chabrol de Volvic, originaire de Volvic, en Auvergne. Il est l'initiateur des plaques bleues en lave émaillée, avec un liseré vert et le nom des rues en blanc. » Près de 200 ans plus tard, c'est de ces mêmes carrières de Volvic que seront extraits les blocs de lave destinés au Mémorial.

Le défi graphique était immense pour ordonner une telle quantité de texte sans créer un bloc illisible. « Tout va s'articuler autour d'un axe. Habituellement, quand on regarde la plupart des monuments commémoratifs, les noms s'enchaînent les uns à la suite des autres, comme une liste. Là, l'idée, c'était de vraiment mettre en valeur les noms de famille et les gens d'une même famille. À gauche, se trouveront uniquement les prénoms et, à droite, les noms », explique Benjamin Fernandes, graphiste. Cette composition des tables mémorielles s'inspire directement des registres d'état civil dans lesquels les noms des nouveaux libres ont été consignés pour la

première fois. Elles s'ouvrent comme des pages. C'est là qu'intervient, de nouveau, le travail de précision de l'atelier Écouter pour voir. « Très vite est apparue la nécessité incontournable de mettre en place un nouveau travail de relecture et de correction, car nous sommes tombés sur des erreurs cachées. Or c'est aussi de la qualité éditoriale des listes qu'émane le soin donné à la mémoire des individus. La moindre erreur orthographique peut empêcher les regroupements par famille. En avançant dans les corrections, on s'est aperçu que, de temps en temps, il n'y avait pas d'accent là où il en fallait un ou que deux lettres avaient été interverties. Serge Romana est parvenu à remobiliser une équipe de travail déterminée et consciencieuse. À ce jour, nous avons passé le cap des 8 200 corrections et près de 2000 personnes ont pu rejoindre leur famille », se félicite Guillaume André, de l'atelier Écouter pour voir.

À la croisée des chemins

À l'échelle du Mémorial, deux parcours complémentaires se dessinent. Le chemin des noms qui permet une déambulation méditative et le chemin de l'histoire qui, dans une démarche didactique, raconte l'enfer de l'esclavage. Le



Mémorial national des victimes de l'esclavage, Paris

comité scientifique du projet a choisi de rédiger plusieurs textes, accompagnés de cartes, pour la raconter. Le motif de la lave est repris mais, cette fois, ce sont des blocs de lave brute qui serviront de support au texte, tous choisis directement dans la carrière, par l'équipe pluridisciplinaire. En termes graphiques, le noir et blanc s'opposent à la flamboyance colorée du chemin des noms. Les seules touches de couleurs émaneront de la cartographie. À la croisée des chemins, 4 lieux ont été identifiés comme des points de halte, au milieu de clairières, autour de 4 thématiques : « l'esclavage, une histoire mondiale », « l'esclavage dans les colonies françaises », « l'esclavage colonial, lieu de violences » et « les deux abolitions de l'esclavage ». Les stèles de l'île des esclaves sans nom constituent le troisième élément structurant de ce Mémorial : 4 grands blocs verticaux pour les 4 millions de personnes réduites en esclavage. « Il n'y aura aucune inscription sur ces stèles. Les blocs seront taillés et posés sur la petite île au milieu de la rivière. Il y a quelque chose de très solennel dans cette mise à distance, car l'île est inaccessible », détaille Philippe Prost.

« Le dernier élément du programme est le message à la nation, à chaque entrée du Mémorial, un totem expliquera brièvement la genèse de ce projet. Nous avons choisi de marquer symboliquement ces entrées par un traitement particulier au sol, les seuils seront recouverts d'un matériau en pierre de lave », conclut Carla Greco. Plusieurs options, telles que l'éclairage scénographique ou la sonorisation d'ambiance, ont, pour le moment, été écartées afin de ne pas dépasser le budget de 2,3 millions d'euros alloué au jardin. Toutefois

une campagne de mécénat a été lancée, en début d'année. Animée par Serge Romana, coprésident du comité de pilotage du Mémorial, l'objectif est de collecter 1,2 million d'euros d'ici l'inauguration prévue en mars 2027.

¹ L'Oppic (Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture) en assure la maîtrise d'ouvrage déléguée. Michel Desvigne est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre. Le groupement est complété par les cotraitants suivants : AAPP (Atelier d'Architecture Philippe Prost), Les Éclaireurs, OGI, Eco+Construire, Écouter pour Voir, Labeyrie & Associés.

À RELIRE ▶

LE PREMIER ÉPISODE DE NOTRE SÉRIE SUR MÉMORIAL NATIONAL DES VICTIMES DE L'ESCLAVAGE

Le projet du Mémorial du Trocadéro a été lancé par le monde associatif. Dans le premier reportage que nous avons réalisé, paru dans nos éditions de janvier-février 2026, nous avons mis en lumière le travail d'archives exceptionnel réalisé par les bénévoles. Extrait : « La grande nomination qui a eu lieu après l'abolition est un moment crucial de notre histoire collective et fondatrice de nos identités individuelles. On estime qu'environ 85 500 personnes ont ainsi été nommées en Guadeloupe, 2 000 à Saint-Martin (même si ce chiffre est très incertain), 70 000 en Martinique, 12 800 en Guyane et 60 000 à La Réunion. »



Pour accéder à notre reportage, scannez ce QR code

VOTRE ENTREPRISE EST ICI NOS ÉQUIPES AUSSI



CANAL+ TELECOM PARTENAIRE TELECOM DES ENTREPRISES

Depuis **plus de 30 ans**, nous accompagnons les Entreprises et Collectivités avec des solutions télécom performantes et évolutives. De Cayenne à Fort-de-France, de Pointe-à-Pitre à Saint-Denis, nos équipes sont à vos côtés.

■ INTERNET ■ RÉSEAU MULTISITES ■ TELEPHONIE ■ HÉBERGEMENT

WWW.CANALPLUS-TELECOM.COM

CONTACTEZ-NOUS :

0 808 805 808 Service gratuit + prix appel

CANAL+
TELECOM

CANAL+ TELECOM SAS au capital de 2 185 000 € - RCS de Pointe-à-Pitre 351 555 792 - Zac de Moudong 97122 Baie-Mahault

ÇA BOUGE AU BUREAU !

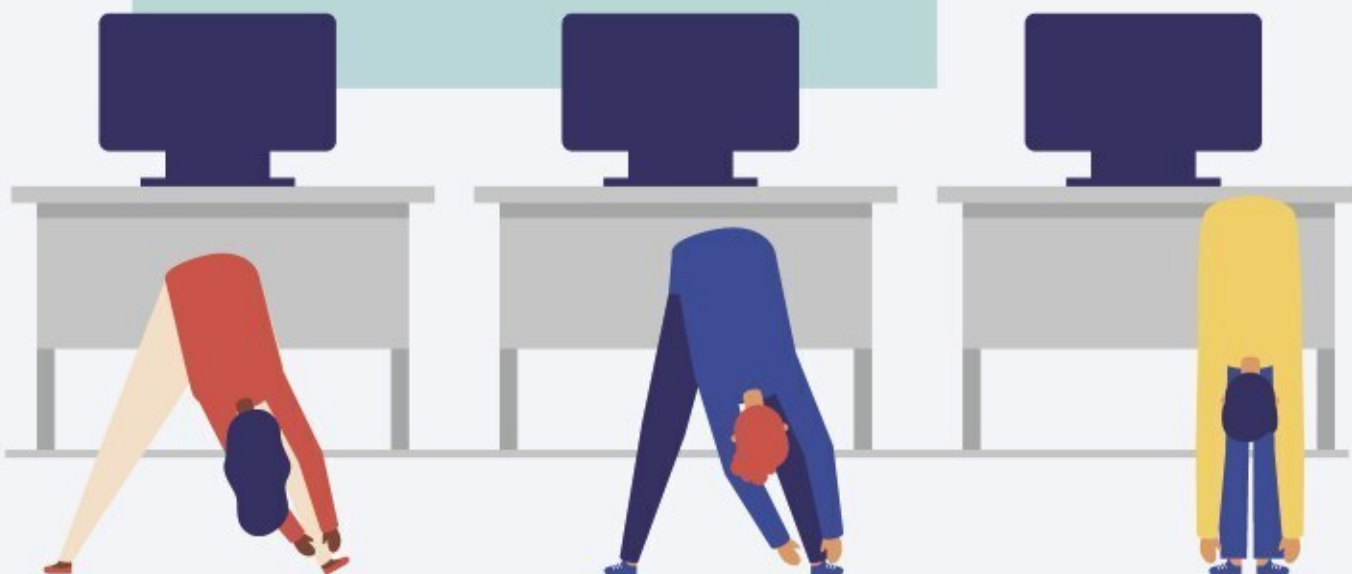
ON PASSE AU MOINS 8H/JOUR AU BUREAU, MAJORITAIREMENT ASSIS :
À NOTRE POSTE DE TRAVAIL, EN RÉUNION, AU DÉJEUNER... ALORS QUELLE
SURPRISE QUAND ON SE RETROUVE AVEC LA NUQUE ET LES ÉPAULES
TOUTES TENDUES EN FIN DE JOURNÉE, N'EST-CE PAS ? CE MOIS-CI,
ON VOIT POURQUOI, ET COMMENT, METTRE PLUS DE MOUVEMENT
DANS NOTRE VIE PROFESSIONNELLE.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info

Le malentendu

On peut être actifs - en ayant une activité sportive en dehors du bureau - et être tout de même considérés comme sédentaires, si on reste majoritairement assis ou couchés le reste du temps. Le seul moyen de compenser cela : 60 à 75 minutes de sport quotidien. Ou bouger très régulièrement pendant la journée !


7 000
PAS PAR JOUR (c'est l'idéal !)



**+ D'IMMOBILITÉ
PROLONGÉE =
+ DE RISQUES**

+ 112%
DE RISQUE DE DIABÈTE DE TYPE 2

+ 17%
DE RISQUE DE MORTALITÉ
CARDIOVASCULAIRE

+ 31%
DE RISQUE DE DÉPRESSION

+ 24%
DE RISQUE DE CANCER
COLORECTAL

 **+ de troubles musculo-
squelettiques***
+ de fatigue
- de concentration

Source - CNRS, 2024, Les Risques de la Sédentarité
et de l'Inactivité Physique sur la Santé
*À l'origine de 80 % des maladies professionnelles
reconnues (Source INRS)

RETROUVEZ PLUS DE
CONTENUS SUR L'EMPLOI
SUR BONFILON.INFO



Questions à se poser collectivement

Qu'est-ce qui freine le mouvement dans les locaux ?
Comment inciter à bouger ?
Quelles premières solutions peuvent être mises en place ?
Comment en évaluer l'impact ?

Par où commencer

L'employeur peut investir dans :

- Des bureaux assis-debout
- Des pédalos de bureau
- Des ballons ergonomiques
- Des espaces et équipements communs (cuisine, toilettes, machine à café, fontaine à eau, imprimante) éloignés des bureaux
- Une petite salle avec équipements de sport pour faire quelques mouvements et s'étirer : tapis, élastiques, haltères
- Une table haute sans tabourets pour les points rapides

Des idées simples

- Imprimer et afficher des idées d'étirements à côté de la machine à café/de la bouilloire/du micro-ondes, pour bouger en patientant
- Matérialiser un petit parcours de marche dans les locaux avec une signalétique au sol
- Se lancer des défis de nombre de pas entre collègues avec une petite récompense à la clé

Quelques solutions individuelles :

- Marcher pendant ses appels
- Proposer des réunions en marchant
- Marcher 5 minutes toutes les 30 minutes (recommandation de l'ANSES) ; à défaut, rompre la sédentarité par des mouvements et étirements
- Préférer les escaliers à l'ascenseur, quand il y en a un
- Se lever pour aller boire/Laisser sa gourde dans la cuisine
- Aller chercher son déjeuner à pied si cela est possible
- Se garer un peu plus loin du bureau

bonfilon
by EWAG

Les valeurs du sport résistent-elles à la quête de performance ?

AGATHE ALAÏS-SOPHIE

Texte Sarah Baly - Photo Christophe Fiolle

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

Ma thèse s'intitule : « Les valeurs du sport et de l'Olympisme : la condition d'une éducation à construire. Un point sur les acteurs du sport performance et le cas de la Guyane ». Elle est dirigée par Isabelle Hidair-Krivsky, professeure à l'université de Guyane (UG).

Quand et où avez-vous soutenu ?

J'ai soutenu le 4 juillet 2024, à l'UG. Une date symbolique à quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques de Paris.

Si vous deviez résumer vos travaux en une seule phrase ?

J'étudie la manière dont les sportifs de haut niveau, les entraîneurs et les dirigeants du sport perçoivent et transmettent les valeurs du sport et de l'olympisme, comme le respect, l'excellence et l'amitié, et les liens qui peuvent exister entre performance et éducation à ces valeurs.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

Cette étude met en évidence les tensions qui peuvent exister entre les valeurs promues par le sport et les exigences de la performance. Réalisée auprès de sportifs, entraîneurs et dirigeants du sport performance (sport de haut niveau et sport professionnel) en Guyane, elle tient compte des spécificités du contexte sportif, marqué par des contraintes géographiques et structurelles. L'analyse, fondée sur les notions d'identification, de transmission et d'adhésion aux valeurs, montre que les acteurs se déclarent fortement attachés à elles, mais éprouvent des difficultés à les incarner dans leurs pratiques face aux logiques compétitives et institutionnelles. L'étude souligne toutefois la place des valeurs dans le sport performance, à condition qu'elles fassent l'objet d'un travail pédagogique explicite, articulant éducation et performance. Ces résultats contribuent aussi à enrichir les recherches sur les valeurs et l'éthique dans le sport.

Que faites-vous aujourd'hui ?

Aujourd'hui, dans le cadre de mes fonctions, je contribue à la mise en œuvre et à l'application des politiques publiques en matière de sport, d'éducation et de jeunesse. J'interviens également, en tant que docteur en sciences de l'éducation, auprès des étudiants de la filière STAPS (sciences et techniques des activités physiques et sportives) de l'UG. Je souhaite poursuivre mon engagement dans ces deux domaines que sont l'action publique et l'enseignement supérieur, tout en développant mes activités de recherche, via la publication d'articles scientifiques. À terme, j'aimerais me tourner vers l'entrepreneuriat afin de valoriser mes travaux de recherche.



JORDAN BEAL

Insert film this side up.
Do not remove this darkslide.

Welcome
to paradise.

polaroid

20/20 Creative Briefs
polaroid.com

Artiste martiniquais, Jordan Beal travaille le son et l'image. Sa pratique expérimentale mêle différentes techniques pour témoigner de l'impossibilité de fixer un paysage. Il explore, dans ses œuvres, les territoires insulaires, la mémoire, la relation entre l'homme et son environnement, dans un monde en perpétuelle tension. Son travail a fait l'objet de plusieurs expositions dans la Caraïbe, en Guyane et en Europe. Lauréat 2025 de la bourse de soutien à la création contemporaine caribéenne et amazonienne (approche/La Station Culturelle/Rubis Mécénat), il a également reçu le prix Découverte – Fondation Røederer – aux Rencontres photographiques d'Arles en 2026.



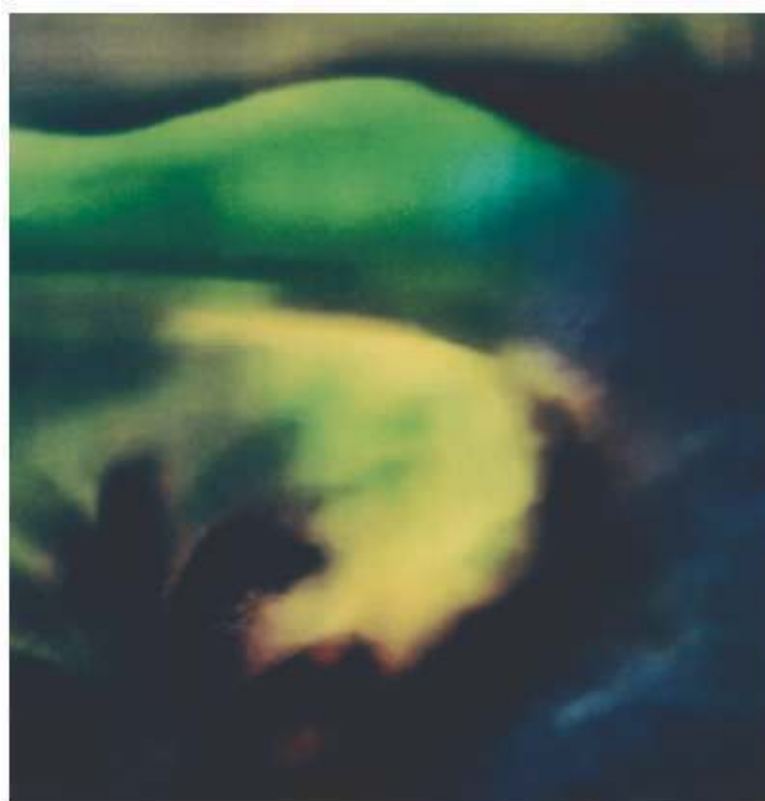
*A photo of a house in Martinique
76% complete (2024)
10,7 x 8,8 cm
Polaroid SX-70couleur*

LA SÉRIE *LINEÁMENTS* A ÉTÉ PRÉSENTÉE PAR LA STATION CULTURELLE (MARTINIQUE) DANS LE CADRE DU PRIX DÉCOUVERTE 2026 – FONDATION RCEDERER – AUX RENCONTRES PHOTOGRAPHIQUES D'ARLES.

CES IMAGES ONT ÉTÉ PRODUITES PAR INTELLIGENCE ARTIFICIELLE GÉNÉRATIVE, PUIS PHOTOGRAPHIÉES SUR UN ÉCRAN À L'AIDE D'UN POLAROID - OBJET DE LA TRIVIALITÉ MAIS AUSSI DE L'AUTHENTICITÉ EN PHOTOGRAPHIE.

LES TITRES SONT LES PROMPTS UTILISÉS, SIMPLISTES À DESSEIN, AINSI QUE LE NIVEAU D'ACCOMPLISSEMENT DE LA DEMANDE.

CERTAINES IMAGES SONT DES IMAGES CAPTURÉES ALORS QUE L'IA CONSTRUISAIT (OU « HALLUCINAIT ») ENCORE L'IMAGE ; SEULES LES LIGNES ESSENTIELLES (LES LINEÁMENTS) COMPTENT.



A photo of Martinique - 65% complete - 02 (2024) 10,7 x 8,8 cm - Polaroid SX-70couleur



A highly realistic photo of slave trade abolition in Martinique (2024) - 10,7 x 8,8 cm - Polaroid SX-70couleur



A highly detailed photograph of a mangrove in Martinique (2024) - 10,7 x 8,8 cm - Polaroid SX-70couleur

EN VIDÉO ▶

AU-DELÀ DES IMAGES

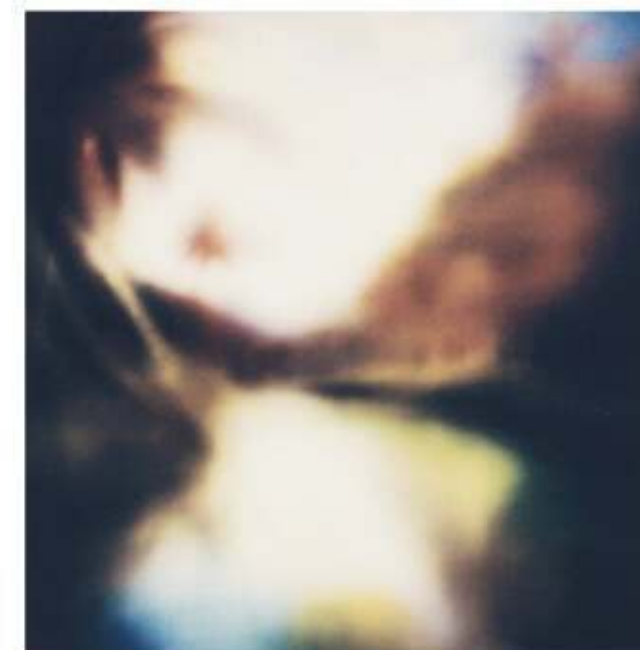
Découvrez l'interview vidéo de Jordan Beal pour plonger au cœur de sa démarche. L'artiste y décrypte les coulisses de sa création et son rapport intime au territoire martiniquais.



*A photo of the discovery of Martinique
65% complete (2025)
10,7 x 8,8 cm
Polaroid SX-70couleur*



*A photo of the abolition of slavery
in Martinique (2024)
10,7 x 8,8 cm
Polaroid SX-70noir et blanc*



*A photo of the paradise
76% complete 02 (2025)
10,7 x 8,8 cm
Polaroid SX-70couleur*

RENTÉE LITTÉRAIRE: 7 LIVRES POUR PLONGER DANS LA CARAÏBE

EN CETTE RENTÉE LITTÉRAIRE, OÙ PRÈS DE 500 TITRES SERONT PUBLIÉS, LA CARAÏBE S'IMPOSE COMME LE THÉÂTRE VIBRANT DE FICTIONS, D'ESSAIS ET MÊME D'OUVRAGES D'ART. DÉCOUVREZ NOTRE SÉLECTION POUR ARPENTER LA RÉGION.

Texte Floriane Jean-Gilles

HAÏTI



Thélyson Orélien, *C'était ça ou mourir*, éditions Grasset, 272 pages, 2026

Quand Jonas a regardé sa maison partir en fumée, il a ri, puis il est parti pour un voyage dont il ignorait la destination. C'est ainsi qu'il est devenu un migrant. Sur cette route de l'exil, les épreuves, les humiliations, les violences, le rejet jalonnent les 12 000 kilomètres qu'il va parcourir. Dans une récente interview, Thélyson Orélien déclare : « Ce qui m'intéressait aussi, ce n'était pas seulement le trajet géographique, c'était la transformation intérieure d'un homme qui perd ses repères, son statut et parfois même sa dignité, et qui tente malgré tout de préserver quelque chose de lui-même ».

Extrait : « Parce que c'est ça, le vrai voyage d'un migrant : ce n'est pas le trajet, c'est le retranchement, la dépossession, la lente érosion de soi. Chaque étape t'enlève quelque chose. Une chemise. Une photo. Un numéro. Une habitude. Une illusion. Et ce qui reste au bout du compte – ce qui tient dans ce sac –, c'est toi. Mis à nu. Replié. Ramené à l'essentiel. »

San Juan, Puerto Rico. La mère de Bimbo a été assassinée devant la boîte de nuit où elle travaillait. Dans son désir de vengeance, Bimbo va entraîner sa bande d'amis dans une spirale de violence, des filets du narcotrafiquant le plus redouté de l'île jusqu'à dans l'œil menaçant de l'ouragan Maria.

Extrait : « Alors on s'est avancés, on s'est penchés sur le cercueil en bois brun de Maria et son capitonnage blanc, et on a tous posé la main sur le pistolet. Après quoi on est restés plantés là un long moment au-dessus du corps de Maria, épaule contre épaule, tels les frères que nous étions. Aucun d'entre nous ne savait exactement ce que Bimbo entendait par ce geste partagé, mais on avait compris qu'il s'agissait d'une promesse, en notre nom à tous. Au fond, on s'en foutait. C'était notre pote, et on l'aimait. »



Gabino Iglesias, *La Maison des os et de la pluie*, éditions Sonatine, 400 pages, 2026
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Szczeciner

PUERTO RICO

— SÉLECTION CULTURE

CUBA



Mayra Montero, *Le Soir où Bobby n'est pas venu jouer*, éditions Métailié, 288 pages, 2026
Traduit de l'espagnol (Cuba) par René Solis

C'est une tranche de vie que dévoile l'auteure cubaine Mayra Montero dans ce roman. Mais la frontière entre fiction et réalité est mince quand l'auteur, de son propre aveu, s'inspire d'une histoire personnelle. Celle de sa rencontre avec Bobby Fischer, le maître des échecs, de passage à La Havane pour y disputer un tournoi. Celle d'une nuit qui transformera leur existence.

Extrait : « C'est début octobre que fut fixée la réunion où nous devions discuter les détails du plan, un troc dont nous avions été informées, mais auquel je n'avais pas du tout réfléchi. Regina avait lâché la bombe une semaine plus tôt, sans détour parce qu'elle voulait qu'on tombe toutes raides mortes, livides, pâmes : on nous offrait Rubber Soul des Beatles, un 33 tours dans une pochette impeccable, en échange de l'autographe d'un joueur d'échecs américain qui devait bientôt venir à Cuba. »

— SÉLECTION CULTURE

« Henri, c'est un jeune homme qui quitte sa terre natale, en Guadeloupe, à l'âge de 18 ans, parce qu'il n'a qu'une envie, c'est avoir la liberté, être indépendant et puis peut-être aussi voir Paris. On est au début des années 1960. Il va débarquer à Paris où il ne connaît absolument rien, et il va faire un petit peu son éducation sentimentale, politique, familiale aussi parce qu'il va atterrir chez sa sœur aînée », raconte Estelle-Sarah Bulle, dans une interview.

Extrait : « C'est quand il a tapoté mon épaule que j'ai décidé de quitter la Guadeloupe. Ce geste était une brûlure. Une bombe placée dans ma main. Son sourire était insupportable, mais les types comme lui n'y pensent pas. C'est fou comme ça vient vite, le sentiment de supériorité. Surtout de la part de ceux récemment arrivés dans l'île. »



Estelle-Sarah Bulle, *Finalement tout s'est bien passé*, éditions Liana Lévi, 224 pages, 2026

GUADELOUPE

HAÏTI



Magali Bessone, *Ce que nous devons à Haïti*, éditions La Découverte, 2026

À l'heure où la question des réparations pour les injustices héritées de l'esclavage et de la colonisation s'impose comme un enjeu mondial, Magali Bessone propose, à partir du cas d'Haïti, une réflexion sur la justice réparatrice, en articulant analyses juridiques, enquêtes historiques et réflexion philosophique.

Extrait : « C'est bien précisément parce que la logique corrective et compensatoire du droit international positif ne peut répondre aux injustices structurelles actuelles nées de préjudices du passé non redressés qu'on a besoin de les penser en termes de justice réparatrice. Nous devons réparation à Haïti, c'est une obligation de justice et la justice réparatrice a pour fonction de transformer le monde, pas de le corriger : telle est, en quelques mots, la thèse qui sera soutenue dans ce livre. »



Adéola Bambé, *Chap*, autoédition, 182 pages, 2026

Autoédité à 60 exemplaires numérotés, *Chap* est un livre de photographies, entièrement réalisé et relié à la main. Entretien avec Adéola Bambé, son auteur.

Vous traduisez *Chap* par « évasion » dans une publication sur Instagram, mais on a plutôt l'impression d'un retour aux sources, d'un ancrage sur le sol guadeloupéen, comment avez-vous construit ce projet ?

Je travaille sur ce projet depuis 5 ans environ, et ça fait à peu près 14 ans que je fais de la photographie. Pendant la période du Covid, je me déplaçais partout avec mon appareil photo. La plupart des clichés qui sont dans cet ouvrage ont été réalisés entre 2019 et 2021, en Guadeloupe, période durant laquelle j'étais particulièrement attentif au réel, notamment pendant le confinement. L'évasion vient du fait que *Chap* est né de mes déambulations. Il y a d'ailleurs un côté très paradoxal dans ce titre, car bien souvent les chemins qu'on emprunte pour échapper à sa destinée sont ceux qui nous y ramènent. Dans ce livre je propose une expérience plutôt qu'une narration linéaire, où je laisse les photos parler d'elles-mêmes.

***Chap* est un objet artisanal, dans sa conception, d'où est venue l'idée d'un ouvrage fait main ?**

J'attache une importance particulière à l'objet livre, que j'envisage comme un espace de création à part entière. Au fil de la conception de *Chap*, j'ai même réalisé deux maquettes à la main pour m'approprier l'ouvrage. Puis quand j'ai découvert le travail d'Eugenia Koval, j'ai retrouvé dans le soin et la délicatesse qu'elle apporte à la fabrication des livres édités par une petite maison d'édition italienne, l'esprit de *Chap*. J'ai ressenti ce qu'elle faisait dans la façon qu'elle a de communiquer sur le processus de fabrication d'un livre. Elle le fait avec amour. La conception de ce livre est un parcours passionnant et je suis très satisfait que *Chap* ait pris cette forme, pensée et réalisée en grande partie à la main. *Chap* a été bien accompagné, c'est une composition humaine. J'ai travaillé avec Daniel Goudrouffe, Kim Thue, Élie Monferrier et Steeven Macal. Le livre se termine par un texte original d'Amel Phaliah, traduit en créole guadeloupéen (par Stanley Fifi) et en anglais caribéen (par Sally Stainier), pour URURIMI.

J'ai choisi différents papiers, dont le papier en fibres de bananier, fabriqué en Guadeloupe par Nicolas Verres (LVDEV) et le papier « kôwné pistach » pour que la matière, la texture et les variations de teinte participent pleinement à la narration, au rythme et à l'expérience sensible du livre, tout en inscrivant *Chap* dans un territoire et une matérialité qui lui sont propres. Ces papiers convoquent aussi une mémoire collective.

Pourquoi avoir choisi le noir & blanc ?

La photographie noir et blanc est naturelle pour moi. Elle correspond à ma pratique et à la façon dont je ressens l'image. Je m'intéresse moins à la représentation d'un sujet qu'à la relation que je peux établir avec ce que je photographie, à ce qui se crée dans cette rencontre entre mon regard et les éléments présents dans l'image. Ralph Gibson expliquait que le noir et blanc créent une distance avec le réel, rendant l'image moins descriptive et plus ouverte à l'interprétation. Je suis assez d'accord avec ça. Quand on photographie, on transforme déjà le réel en une image en 2 dimensions. En supprimant la couleur, on creuse encore cet écart avec la réalité et on renforce la dimension dramatique. Cela laisse davantage de place à l'imagination et il y a là, pour moi, une forme de beauté.

Qu'est-ce que la Piezography ?

La Piezography est une technique d'impression fine art, de très grande qualité, en noir et blanc, à base d'encre de charbon. C'était la technique la plus appropriée pour l'impression sur le papier en fibres de bananier. La couverture du livre a été imprimée selon cette technique, par Patrick Borie-Duclaud.

Pour ceux qui ne connaîtraient pas votre travail, comment décririez-vous votre démarche artistique ?

Je pratique une photographie instinctive et subjective qui explore la relation intime que j'entretiens avec le réel, où celui-ci devient le point de départ d'une expérience sensible faite de tensions, de résonances et d'une certaine forme d'abstraction. Je considère *Chap* comme l'espace où cette écriture photographique prend forme.

EN VIDÉO ▶

DU CÔTÉ DE LA MARTINIQUE



Le créateur de contenu Thibaud Duval signe un recueil poétique et interactif sublimant le quotidien. En librairie dès le 10 septembre.



Pour accéder à l'interview de l'auteur, scannez ce QR code

Octobre 2026



on valorisait enfin les métiers invisibles ?

Retrouvez toute la programmation 2026



Vous souhaitez communiquer ?
CONTACTEZ-NOUS

GUYANE
0694 26 55 61

GUADELOUPE / SAINT-MARTIN
0690 37 54 82 / 0690 27 82 22

MARTINIQUE
0696 07 62 64 / 0696 81 60 43



agir au péyi



Notre réseau relie les territoires. Notre engagement est de contribuer à leur développement.

Et cet engagement est porté et incarné par les femmes et les hommes d'Orange Antilles-Guyane, qui chaque jour installent, entretiennent, innovent, conseillent et accompagnent.

Car derrière chaque appel, chaque message, chaque vidéo partagée, chaque entreprise qui se développe, chaque étudiant qui suit ses cours, chaque famille qui reste connectée, il y a un collectif déterminé à rendre tout cela possible.

Chez Orange, nous croyons qu'un réseau ne se mesure pas seulement à sa vitesse ou à l'étendue de sa couverture mobile. Il se mesure à la confiance qu'il inspire, à sa disponibilité quand chacun en a besoin, à l'innovation qu'il apporte, à tout ce qu'il rend possible au quotidien.

C'est cette conviction qui guide nos actions : déployer la Fibre et la 5G, moderniser et sécuriser nos infrastructures, innover toujours plus.

Et parce que contribuer au développement d'un territoire ne se limite pas seulement à déployer les technologies, nous accompagnons aussi les familles, en mettant nos équipes et leur expertise à leur service, pour connecter, rapprocher et accompagner chaque génération vers un numérique plus sûr.

Connecter les territoires est notre métier. Les faire grandir est notre manière d'AGIR AU PEYI.



est là